

Manuel Vazquez • Mémoire de recherche • 2019 • Master design transdisciplinaire culture et territoire • Université Jean Jaures • Toulouse

Dessiner l'opinion publique

Enquête sur les modes
de publicité du politique

Avant-propos

J'ai eu l'occasion de participer à Nuit Debout à Paris en 2016, c'est à partir de cet événement-là que je situe mon « déclic politique ». Nuit Debout a commencé comme une contestation à la Loi Travail, mais c'est autre chose qui s'est joué sur la place de la République chaque soir : les citoyens se sont organisés en assemblée, en groupes de parole, en commissions pour gérer l'occupation de la place dans un mode de gouvernance que je n'imaginai pas possible. Cette expérience m'a fait prendre conscience que l'idée de démocratie pouvait s'incarner dans une variété de formes, or, c'est précisément à la conception de formes que me prépare mon cursus. J'ai alors commencé à nourrir l'ambition de participer, en tant que designer, à la transformation démocratique au côté de ceux qui y travaillent activement (citoyens engagés, instituts, laboratoires de recherche, acteurs sociaux, associations, agents publics, élus, civic tech, auteurs, artistes, expérimentateurs, etc).

Aujourd'hui, la question de fond qui motive mes projets de recherche est celle de comprendre ce qui caractérise la crise démocratique actuelle. Je me suis d'abord intéressé à la façon dont les nouvelles technologies ont transformé nos pratiques démocratiques : Dans

son histoire comme dans son incarnation technique, le réseau internet est porteur d'un idéal politique où le pouvoir est distribué de façon réticulaire, c'est-à-dire qu'il est conçu pour que chacun de ses opérateurs (utilisateurs) bénéficie du même pouvoir d'agir sur le réseau sans pour autant en être propriétaire. L'idée d'une gouvernance de pairs à pairs correspond à ce que nous vivons dans notre usage de Wikipédia par exemple, tout le monde peut intervenir a priori sans se soumettre à l'autorité d'un organe de contrôle, mais nous sommes soumis à l'autorité de tous et nous pouvons nous-même jouer de cette « autorité » lorsqu'il s'agit de rectifier une information, l'organe de contrôle c'est la communauté. Contrairement à des pré-supposés qu'on hérite de notre environnement scolaire, professionnel, institutionnel, une organisation qui n'a pas d'instance de contrôle ne peut qu'être rattrapée par le bruit et le désordre. C'est au moment où nos usages numériques déconstruisent ces préjugés qu'on peut dire que les nouvelles technologies infléchissent nos représentations démocratiques. Comme avec Nuit Debout, ces expériences nous permettent de questionner les invariants supposés de notre société pour pouvoir imaginer de nouvelles formes de vie, en somme, de nous politiser.

Sommaire

Introduction 6

Première partie : Comprendre l'opinion publique

Acte I. Lumières sur la volonté générale 27

I. La source des lois

II. Cueillir la volonté générale

III. La difficulté de porter (à) l'écran

IV. Une hypothèse pour éclairer la crise

V. L'impératif de l'Aufklärung

VI. Le public entre en scène

Acte II. La découverte de l'espace public 39

I. Atelier : cartographions l'espace public

II. À l'époque d'Internet

III. Une nouvelle architecture de l'espace public

IV. Le nouveau régime

V. La démesure des familles modestes

Acte III. Point technique 57

I. Étude de cas : des outils qui font débat

II. Pour une grande conversation nationale

III. Vers une démocratie vivante ?

IV. Le nouveau régime

Conclusion 70

Synthèse 74

Seconde partie : Dessiner l'opinion publique

Acte IV. Comment s'exprime le peuple ? 81

I. Première escale, le suffrage

II. Arrêtons-nous sur un mouvement

III. Esquisse d'une démocratie jaune

IV. « On s'en fout de votre opinion »

V. Proposition : Le cahier de doléance

Acte V. Dénuement 107

I. Dernière escale, la rue

II. Torpeur sur la ville

III. Une légitimité au placard

Conclusion finale 124

Bibliographie 132

Annexes

I. « L'opinion publique n'existe pas » Pierre Bourdieu 138

II. Entretien avec Julien Médina Delmotte 140

III. « Grand entretien » de Bruno Latour 146

Introduction

L'étude des usages démocratiques à travers les nouvelles technologies pourrait faire l'objet d'une recherche en soi. Elle l'a été au sein de la Fondation Internet Nouvelle Génération avec le programme de recherche Innovation démocratique dont les conclusions sont le point de départ de mon travail de recherche. Le constat principal c'est que les pratiques citoyennes sont en train d'évoluer avec l'inflexion des représentations démocratiques et que la citoyenneté semble tendre à prendre un rôle plus actif dans la démocratie.

Faut-il en conclure que le modèle de démocratie représentative tel que nous le connaissons est obsolète ?

Plutôt que de répondre hâtivement à cette question, attachons-nous d'abord à comprendre ce qui caractérise la crise démocratique de nos sociétés contemporaines.

Le modèle représentatif est mis en question par les événements politiques récents (taux d'abstention, occupation des places, Gilets Jaunes), tâchons dans ce cas d'en ré-évaluer l'importance, les enjeux et les limites.

Pour aborder ces questions j'ai choisi de regarder la démocratie comme un dispositif, c'est-à-dire comme un ensemble de composants organisés (ou d'organes) qui font système et qui, suivant des logiques de fonctionnement, donnent lieu à la réalisation d'une mécanique et d'un projet politiques.

Dans cette perspective, nous allons pouvoir analyser les composants institutionnels et non-institutionnels de la démocratie, les mécanismes à l'oeuvre et les effets qu'ils produisent sur la société avec l'ambition d'en proposer des modifications (techniques, structurelles, logicielles).

Il est admis, lorsqu'on entame un travail de recherche comme celui du mémoire, de préalablement définir chacun des termes de son sujet. C'est un travail qui permet de connecter le raisonnement du chercheur à celui de son lecteur en établissant clairement la situation de départ sur laquelle les deux pourront se rejoindre avant d'entrer dans une réflexion commune.

C'est aussi un moyen de rendre compte des présupposés de l'auteur et de comprendre d'où part sa pensée. Enfin, c'est un décorticage nécessaire pour ouvrir son travail à une discussion critique, qui pourra s'appuyer sur ces définitions pour questionner le raisonnement. Mais j'ai l'impression qu'il y a plusieurs façons de faire ce travail de définition. Dans le cadre d'un mémoire de design, celui ou celle qui démarre son travail de recherche est souvent motivé par l'intuition d'un problème à

résoudre. Il est animé par la présence d'un point noir qu'il aurait « senti » et qu'il ambitionne de traiter par le design. Dans cette situation, le travail de définition lui permet, en plus de tout ce qui a déjà été dit, de contextualiser le cadre dans lequel s'inscrit le problème qu'il souhaite traiter, voire de le révéler.

De mon côté, aucun de mes deux ans de recherche n'a été motivé par l'intuition d'un problème précis à résoudre. Ce qui se dessine dans mon approche c'est que la définition n'est pas seulement une étape préliminaire mais la motivation de fond de ma rédaction. Ce qui me porte c'est l'ambition de remplir un vide définitionnel (ou conceptuel), c'est-à-dire d'apporter du sens à un phénomène, une situation, un objet, qui me paraît en être dépourvu (à savoir, le caractère de ce qui fait la crise démocratique actuelle).

Si c'est une ambition qui pourrait se rapprocher de celle d'un sociologue dont l'objectivation est au coeur des préoccupations, Il me semble qu'il y a un enjeu de design à faire ce travail en manipulant non plus les concepts, mais leur représentation formelle. Donner forme à un concept est une autre voie pour en saisir les aspects et les contours, à condition peut-être de multiplier les actes de représentation.

« Donner à voir » par la mise en forme, n'est-ce pas l'une des valeurs du design ?

Alors, « représenter » devient un processus de compréhension qui appartient au designer : il a le pouvoir de donner à comprendre les choses avant même de chercher à en produire de nouvelles.

Dans cette approche, « définir » devient l'enjeu central de la recherche et se traduit par le fait de choisir une question,

plutôt qu'une définition, comme point d'entrée du mémoire. Ce n'est qu'après avoir abouti ce travail d'objectivation qu'apparaissent, dans un second temps de la recherche, les contradictions et les problématiques qui pourraient faire l'objet d'une production de solutions, par le design.

La démarche de fond de ce travail de recherche consiste à questionner la place accordée à l'organe « citoyens » dans le dispositif démocratique et en révéler les rapports avec les autres organes (l'exécutif, les représentants, l'espace public, etc), ainsi que son rôle dans le fonctionnement du dispositif. En 2018, j'ai entrepris de rédiger un premier mémoire dans le cadre de mon diplôme de DSAA à Villefontaine, dans lequel je prends comme objet d'étude les « lieux de la démocratie », c'est-à-dire les occasions dans lesquelles sont

prises les décisions politiques d'une société démocratique. Ces occasions se traduisent dans des espaces et des temporalités mais c'est surtout leur place dans le processus démocratique qui m'intéresse, ainsi que la place qui est accordée au citoyen. Il apparaît que les citoyens sont exclus de ces lieux de la démocratie, ce qui limite à la fois l'expression de leur pouvoir politique mais aussi de leur consentement.

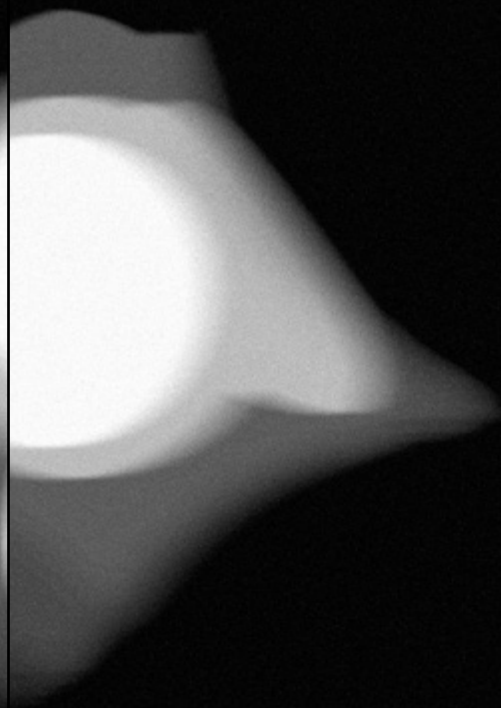
Il y avait un enjeu à faire émerger de nouveaux lieux dans lesquels leur place et leur pouvoir d'agir seraient re-définis. Mais ce que le mémoire de DSAA n'explore pas c'est l'expression du consentement des citoyens. Pour prolonger ces réflexions j'ai donc décidé de m'intéresser à un autre composant démocratique dont je n'ai qu'une conception partielle et qui, pourtant, sous-tend une large partie de mon raisonnement : l'opinion publique.

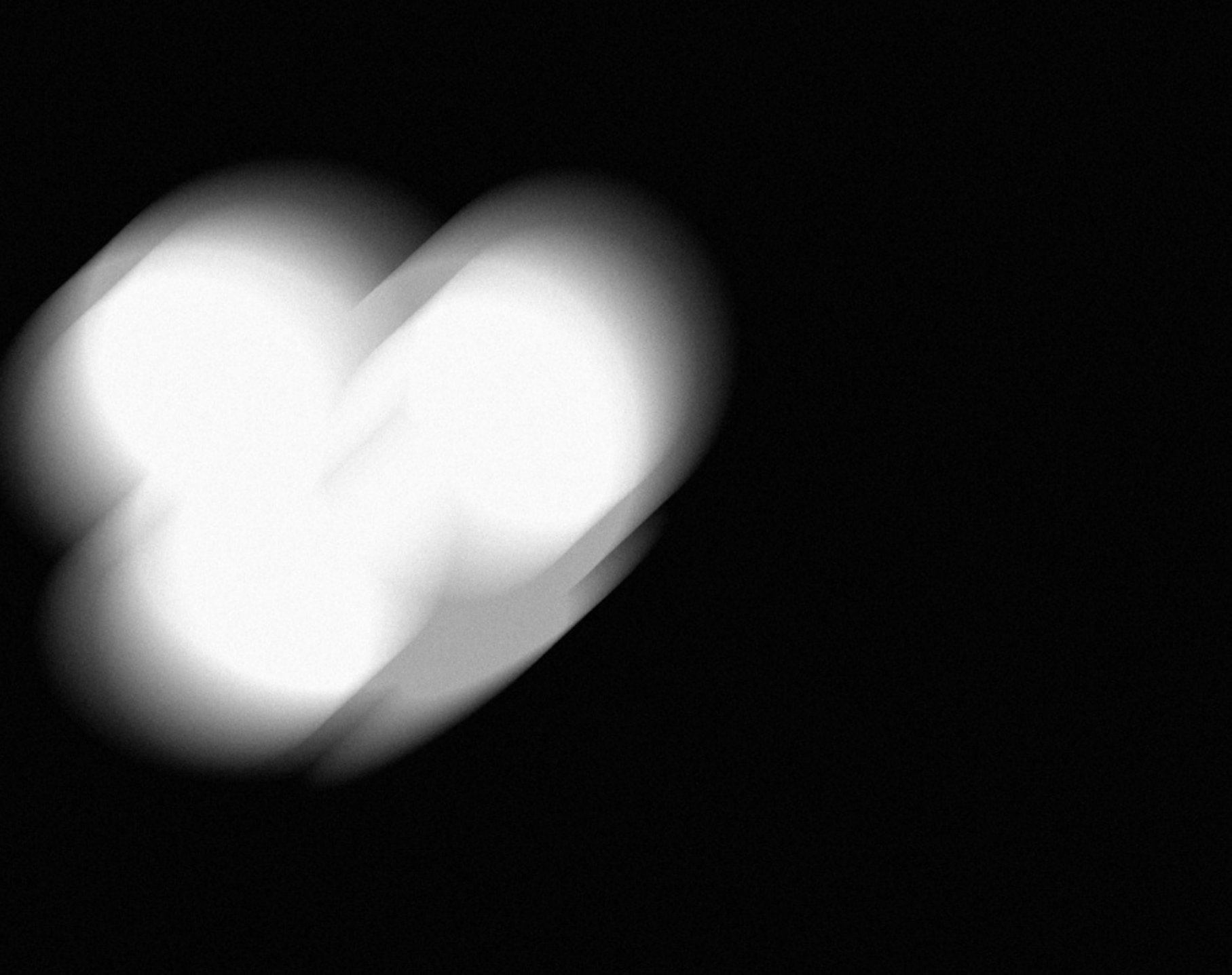
Il semble que cette opinion publique est le moteur de l'activité des représentants, ou plutôt son combustible : c'est d'elle qu'ils tirent leur légitimité et à partir d'elle qu'ils fabriquent les politiques publiques, faisant d'elle la garante de l'intérêt des citoyens dans les décisions. C'est surtout elle qui est censée faire autorité sur l'action politique d'une société. Pourtant, j'ai l'impression qu'il y a beaucoup d'imprécisions ou d'impensés sur la nature de l'opinion publique et sur ses modes d'expression. C'est à partir de cette intuition que j'ai décidé d'orienter mon travail autour de cette notion.

Dans un premier temps il s'agira de faire un travail d'enquête théorique et sociologique sur les réalités que recouvre la notion d'opinion publique et celle d'espace public qui, on le verra, est intimement liée. La première partie s'attache donc à définir le sujet de

recherche en convoquant un matériel théorique étalé dans l'histoire des démocraties occidentales, qui sera mis en lien avec leurs contemporains, et mis en résonance avec le regard que porte ledit public sur sa propre opinion.

Heureux hasard de calendrier, la crise des Gilets Jaunes se manifestera quelques semaines après avoir commencé ce travail de recherche. Son caractère national et persistant, ses formes inédites et les questions démocratiques qu'elle porte, pousseront très tôt philosophes et historiens à produire un commentaire politique. Ma propre implication dans le mouvement finira d'en faire un terrain de recherche et d'action tout désigné. Une seconde partie laissera donc la place aux questions de production de l'opinion publique.





1^e partie: Comprendre l'opinion publique

J'ai commencé à m'intéresser à l'opinion publique lorsque je me suis demandé comment celle-ci était définie. Ce que je veux dire par « définie » c'est à la fois sa substance (de quoi est-elle le produit) et l'opération qui la fait exister (comment est-elle produite ?). Parler de production de l'opinion publique c'est déjà formuler une partie de la réponse, mais avant de le comprendre, je me figurais l'opinion publique comme une donnée « autosuffisante » dans le sens où elle préexisterait à son observation: « les français pensent que [...] et nous pouvons l'observer ». Dans son Contrat Social¹, Jean-Jacques Rousseau tente de définir les principes fondamentaux sur lesquels repose la vie en société au XVIII^e siècle. Il introduit l'idée de volonté générale, qui correspond à cette vision.

1. Du contrat social, J.J.Rousseau, 1762

I. Lumières sur la volonté générale

« La première & la plus importante conséquence des principes ci-devant établis est, que la volonté générale peut seule diriger les forces de l'Etat selon la fin de son institution, qui est le bien commun »

Jean-Jacques Rousseau, Du contrat social, livre II, chapitre premier, 1762

La volonté générale c'est l'expression d'un consentement énoncée par l'entité collective et unanime du peuple souverain. Son consentement s'adresse à ceux qui gouvernent, il les rend légitime à prendre les décisions politiques qui le concernent. Ce qui se joue dans le contrat social c'est la transmission, sous condition, du pouvoir de gouverner. Cette condition c'est le respect des limites fixées dans l'énoncé de ce consentement.

La source des lois

Lorsque Rousseau parle de volonté générale il distingue d'abord deux choses: le peuple comme souverain, qui fait autorité lorsqu'il énonce sa volonté, et le peuple-sujet qui se soumet à la loi. Entre les deux, la volonté générale engendre la loi. Mais attention, selon la définition de Rousseau, pour que cette volonté respecte le contrat social elle doit être unanime, de ce fait elle s'arrête aux considérations dites « générales », celles qui sont valables pour tous. En revanche la loi, elle, doit nécessairement s'appliquer aux cas particuliers car c'est elle qui encadre la vie en communauté. À ce moment là, il faut faire intervenir un Gouvernement: une institution qui sera chargée d'arbitrer, de prendre des décisions politiques sur la meilleure application de la loi dans la vie courante.

« Qu'est-ce donc que le Gouvernement? Un Corps intermédiaire établi entre les sujets et le Souverain pour leur mutuelle correspondance, chargé de l'exécution des lois et du maintien de la liberté, tant civile que politique. »

Jean-Jacques Rousseau, Du contrat social, livre III, chapitre premier, 1762

Pour Rousseau, même si le peuple souverain doit être à l'origine des lois, il ne peut pas en assurer l'application. Il pose l'idée que le temps que demande l'exercice d'arbitrage est dépendant du nombre de participants, et si cette tâche incombe à tous les citoyens, ils n'auraient plus la liberté de s'occuper des affaires personnelles. Par ailleurs, comme il s'agit d'arbitrer sur des conflits d'intérêts, ils ne sauraient pas faire la part des choses entre leurs intérêts individuels et l'intérêt général. Autrement dit, au moment de gouverner, le peuple est tenté de sortir de l'impartialité² qui lui a permis de rendre compte de la volonté générale.

L'auteur préfère une forme de gouvernement où une minorité (nécessairement élue) occupe les fonctions exécutives. Dans le Contrat Social, cette forme n'est pas idéale, il est même reconnu qu'elle tend à servir les intérêts des élus, mais pour Rousseau c'est un moindre mal qu'il s'agit de prévenir avec d'autres principes de gouvernement.

Retenons que la volonté générale de Rousseau se limite à des considérations globales sur lesquelles le peuple est capable de s'entendre « pour le bien de tous ». Elle est la source des lois mais ne saurait en préciser les modalités, son rôle est avant tout de fixer les limites de leur application, de protéger la liberté

2. de se diviser en parties, et poursuivre les intérêts des parties plutôt que du tout

des individus qui vont se soumettre à la République³. Elle intervient en amont du pouvoir exécutif et ne peut être ratifiée que par le peuple, mais au delà du suffrage, les conditions de son énonciation ne sont que très peu développées par Rousseau.

Cueillir la volonté générale

« J'aurais ici bien des réflexions à faire sur le simple droit de voter dans tout acte de souveraineté; droit que rien ne peut ôter aux citoyens; & sur celui d'opiner, de proposer, de diviser, de discuter, que le Gouvernement a toujours grand soin de ne laisser qu'à ses membres; mais cette importante matière demanderait un traité à part, & je ne puis tout dire dans celui-ci. »

Jean-Jacques Rousseau, Du contrat social, livre IV, chapitre premier, 1762

Ce que dit Rousseau au sujet de la volonté générale c'est qu'elle relève du « sens commun », c'est un acte de souveraineté qui se veut spontané et exempt de tout travail de réflexion. Au contraire selon lui, la discussion serait même une façon de la pervertir. C'est précisément à cet endroit-là que se polarise la conception d'opinion publique.

Emmanuel Kant est un philosophe qui hérite des réflexions de Jean-Jacques Rousseau et, avec d'autres auteurs issus du courant des Lumières, il contribue à l'édification philosophique des principes de « faire-société » entamée par Rousseau. Pour Kant, la volonté du peuple, comme volonté une et universelle, n'est pas une réalité empirique, c'est à dire qu'elle

3. Ce que nous entendons couramment par Démocratie, c'est la République : un régime politique qui réalise l'idée du peuple souverain en organisant les institutions politiques comme le gouvernement, le souverain, les sujets. À noter que la notion de démocratie existe chez Rousseau mais relève d'autre chose

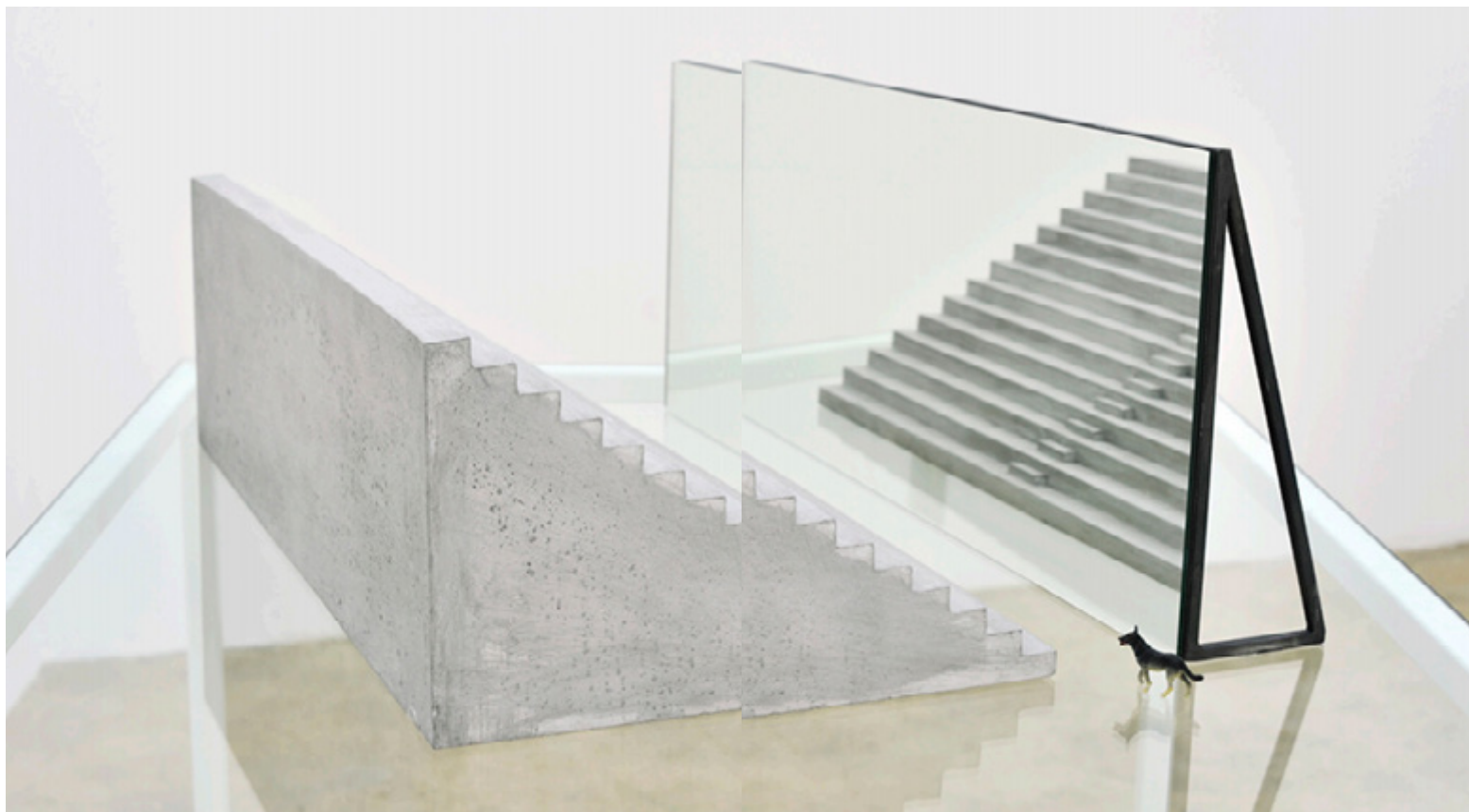
ne s'exprime pas expressément et immédiatement⁴. Autrement dit le peuple souverain n'est pas en mesure d'énoncer, de lui-même, sa volonté. On ne peut pas cueillir la volonté générale, mais on peut la produire.

Dans ce que propose Kant, il y a l'idée que la volonté générale n'émane pas naturellement du peuple mais est le résultat d'une médiation: la représentation. Ici le concept de représentation c'est la formulation de la volonté générale, l'activité qui va la rendre visible, audible. C'est ce que nous appelons «dessiner l'opinion publique» dans ce mémoire.

4. sans un travail de médiation

L'artiste plasticien Nicolas Milhé propose sa vision de la démocratie, en 2011, en opposant les gradins vides d'une assemblée à son propre reflet qu'offre le large miroir qui lui fait face. Ce qui est intéressant dans cette interprétation c'est de voir comment l'artiste fait abstraction du peuple pour se concentrer sur la mécanique de la démocratie. Dans Agora 1/25 le peuple est absent, et pourtant le dispositif est là, il existe, il ne peut pas fonctionner sans ses sujets mais a un sens indépendamment d'eux.

↓ Nicolas Milhé, Agora 1/25, 2011
(Plâtre, verre securit, pigments, acier, miroir, accessoires, 120 x 90 x 110 cm)



Le dispositif que propose Nicolas Milhé explicite la question de la représentation en séparant le peuple, dans les gradins, de son image, qui se reflète dans le miroir. Il symbolise la nécessité d'extraire le peuple de son propre corps et d'en traiter le reflet à part. L'assemblée est donc dissociée de sa représentation mais elle est aussi en pleine relation avec elle, en dessine elle-même les traits. Suivant ces réflexions, la représentation est un avatar de la volonté générale, c'est l'écran où se projettent les intérêts communs du peuple.



La difficulté de porter (à) l'écran

Cependant dans l'idée de Kant, il apparaît une problématique qui est du même ordre que celle de gouverner par soi-même: le Souverain ne saurait se représenter dans son ensemble. Le résultat que produit le miroir de Milhé est idéal dans la mesure où le peuple s'installe dans les gradins et que le miroir est déjà là, et fait écran⁵. Mais au XVIIIe siècle aucune manoeuvre technique ne permet de faire écran devant un peuple tout entier réuni.

On pourrait appeler ce problème le dilemme du selfie de groupe: comment faire pour que tout le groupe puisse se prendre en photo ? Si le groupe s'éloigne de l'écran⁶ personne ne peut déclencher la photo, mais s'il est trop près il manquera de perspective et tout le monde ne rentrera pas.

5. « faire écran » peut aussi être compris comme « faire obstruction », mais ici j'entends « proposer un support »
6. Sur un smartphone c'est l'objectif photographique qui saisit l'image du groupe, pas l'écran, mais pour le confort de l'exemple et pour ne pas anticiper sur la suite, accordons-nous cette métonymie



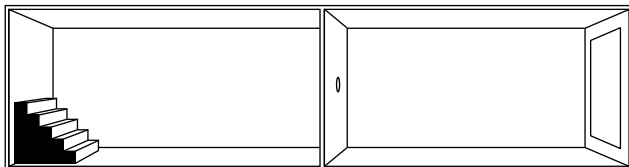
↑ The Oscars Selfie, pris par Bradley cooper et publié par Ellen DeGeneres, 2014
« If only Bradley arm was longer. Best photo ever. #oscars »

Ce que dit Kant c'est qu'il est préférable de déléguer la tâche de la représentation. De l'instituer dans le dispositif démocratique en subdivisant le gouvernement en deux organes distincts dont l'un serait dédié à l'exercice représentatif et l'autre à l'application des lois. Pourquoi ? Car l'objet de la représentation c'est de se saisir du vouloir du peuple et de dépouiller le « vouloir » du « peuple ». C'est une tâche qui consiste à nier le peuple dans son caractère social, intéressé, pluriel, et de ne laisser apparaître que l'assemblée de « citoyens » unis et unanimes. Or, dans la pensée du XVIIIe siècle, il est évident que ce travail d'abstraction que Kant définit comme l'exercice de la Raison, n'est pas l'affaire de tous.

« pour beaucoup d'activités concourant à l'intérêt du corps commun, un certain mécanisme est nécessaire, qui impose à quelques-uns de ses membres un comportement purement passif, une unanimité artificielle »

Emmanuel Kant, Qu'est-ce que les Lumières, Hatier, page 7, 1784

Ainsi, La démocratie est un dispositif qui a pour fonction de produire un sujet, le citoyen, avec comme moyens, ceux de la représentation. Dans cette conception la volonté générale doit être vue comme un résultat, celui d'une médiation par laquelle les individus qui s'expriment ne le font pas entièrement en leur nom mais seulement en tant que citoyens. Il nous faut à présent revenir sur la notion de dispositif.



↑ On pourrait rebondir sur la proposition de Nicolas Milhé et suggérer que, plutôt qu'un jeu de miroir, le principe de camera obscura correspond mieux à la vision de Kant : la représentation se fait dans la discrétion d'une chambre noire.

Une hypothèse pour éclairer la crise

« J'appelle dispositif tout ce qui a, d'une manière ou d'une autre, la capacité de capturer, d'orienter, de déterminer, d'intercepter, de modeler, de contrôler et d'assurer les gestes, les conduites, les opinions et les discours des êtres vivants »

Giorgio Agamben, Qu'est-ce qu'un dispositif ?, Rivages poche, 2014

Suivant les enseignements que donne le philosophe Giorgio Agamben, il y a deux mécaniques majeures qui peuvent nous intéresser dans le mécanisme d'un dispositif. La première est, selon ses mots empruntés à la religion, un acte de sacrifice: c'est la mise en oeuvre d'une séparation comme celle entre le peuple et la projection de sa volonté sur l'écran de la représentation. Agamben appelle la deuxième la « profanation »: c'est le moment où la substance sacrifiée est restituée. Dans notre cas on peut l'associer au sentiment, pour chaque individu, d'appartenir à un tout. Se sentir citoyen, jouir de la liberté de ce statut. En termes simples on peut considérer que, en entrant dans le dispositif démocratique, nous sommes soumis à deux courants, le premier est un « vouloir » qui se projette sur les parois du dispositif, le deuxième est un « pouvoir » qui converge sur nous. La « subjectivation » de l'individu en citoyen relève donc des deux mécaniques, le sacrifice de soi et l'accomplissement en tant que citoyen.

Or dans son livre, Giorgio Agamben s'aperçoit que ce qui définit les dispositifs auxquels nous avons à faire dans la phase actuelle du capitalisme, c'est qu'ils n'agissent plus par la production d'un sujet, mais bien par des processus qu'il appelle « de désobjectivation », c'est le moment où la finalité du processus n'est plus de produire un sujet mais une version spectrale, qui en a le nom, la forme, mais pas la consistance. Est-ce le cas de la démocratie aujourd'hui ?

À mon niveau il est difficile de ne proposer plus qu'une hypothèse sur cette question. Mais à l'heure où les Gilets Jaunes fêtent leur sixième mois d'occupation, de contestation et de réinvention démocratique, certaines observations me poussent à tendre vers cette hypothèse. En premier lieu Agamben lui-même fera le procès du projet « démocratico-capitaliste » et des « gigantesques processus de désubjectivation » qui traversent les sociétés contemporaines dans la conclusion de son livre. Ensuite, pour ne prendre qu'un exemple, ce que dit le professeur de droit Dominique Rousseau à propos des Gilets Jaunes et de la destruction de la figure du citoyen, me conforte aussi dans ce sens.

« Le système néolibéral a détruit la figure du citoyen et a inventé à la place celle des « gens » sur laquelle s'appuient les populistes. Ce qui se passe aujourd'hui avec le moment « gilet jaune » c'est la reconquête par les gens de leur qualité de citoyen. Jusqu'alors ils étaient silencieux, souffrant chacun chez soi, dans l'espace privé, de leur galère, de leurs humiliations, de leur déclassement. Et puis, ils sont sortis de chez eux, ils se sont parlé sur les ronds-points, ils ont partagé leurs souffrances, ils les ont rendues publiques et par ce geste, par ce passage de l'espace privé à l'espace public, ils sont passés de « gens » à citoyen. »

Dominique Rousseau, « Les « gilets jaunes » : crise politique ou crise de régime ? », A.O.C. Cahier #1, 2019, page 71

Cette hypothèse est celle à partir de laquelle nous tenterons de fournir un éclairage sur la crise politique des Gilets Jaunes. L'avantage de ce pré-supposé, c'est qu'il nous permet de naviguer dans le sujet sans perdre de vue les questions d'opinion publique et de représentation dont il est question lorsqu'on pose l'idée d'une disparition (Agamben

parle de dissémination) de la figure du citoyen et de l'expression de sa volonté. Dans ce que dit Dominique Rousseau nous pouvons dès à présent nous saisir de la notion d'espace public qui s'impose à la réflexion.

Quel est cet espace public capable de rendre aux individus leur qualité de citoyen ?

L'impératif de l'Aufklärung

« Le citoyen ne peut pas refuser de payer les impôts qui lui sont réclamés ; même une désapprobation impertinente à l'égard de ces impôts, s'il doit les acquitter, peut-être punie comme un scandale (qui pourrait entraîner la désobéissance de tous). Malgré cela, le même homme n'agit pas contre son devoir de citoyen si, comme savant, il exprime publiquement ses pensées contre la maladresse ou même l'injustice de telles prescriptions. »

Emmanuel Kant, *Qu'est-ce que les Lumières ?*, §5, 1784

Si l'ouvrage a été traduit en « Qu'est-ce que les Lumières », le titre original du livre d'Emmanuel Kant est « Was ist Aukflärung ». L'Aukflärung n'est pas simplement le nom allemand d'un courant philosophique, il désigne le processus de propagation de la Raison, dont nous avons déjà parlé. La question que pose Kant dans son titre n'est exactement de savoir d'où vient le courant, elle doit être comprise comme « Quelles sont les conditions pour généraliser l'usage de la raison dans le peuple ? ». Avoir accès aux Lumières, à l'Aufklärung, c'est avoir la liberté d'exercer publiquement sa Raison.

À l'origine de cette question il y a une problématique, c'est celle de garantir la bonne représentation et la souveraineté de la volonté générale ou bien en prévenir la déchéance. Pour commencer il faut comprendre com-

ment Kant définit un système représentatif: Un système représentatif c'est un système qui cherche à représenter la volonté générale, ainsi, il considère le règne de Frédéric II comme représentatif bien qu'il s'agisse d'une monarchie. On peut noter ici que Kant n'exclue pas la possibilité qu'un régime non-démocratique puisse être représentatif. Cette qualité repose essentiellement sur l'orientation prise par le régime indépendamment de sa nature. C'est ainsi qu'un monarque comme Frédéric II, tant qu'il fait le choix de respecter la volonté générale, est de fait représentatif. Mais nous, ce qui nous intéresse c'est de comprendre comment, structurellement, un système politique peut garantir la bonne représentation et la souveraineté de la volonté générale ou bien en prévenir la déchéance. C'est là que nous devons nous intéresser à l'impératif kantien de l'Aufklärung.

On a dit que l'exercice de représentation demande de faire usage de sa Raison afin d'aboutir à une volonté qui se veut générale. Si ce travail n'est pas l'affaire du peuple, Kant encourage tout de même les citoyens à faire usage de leur raison, et si possible de concert, c'est à dire publiquement. Pour lui ce travail est une liberté fondamentale dont tout le monde doit disposer, en attendant que tout le monde puisse vraiment en user.

Autrement dit-il Kant trace les contours d'un second dispositif dont la finalité serait l'Aufklärung, la propagation des Lumières dans le peuple. Ce dispositif de mise en publicité de la critique se veut impératif et tend à s'étendre à tous les citoyens. Positionné en aval des décisions politiques, il participe à l'expression de la volonté du peuple et, sans faire autorité, il s'impose comme un point de référence pour mesurer la validité de la représentation et du gouvernement.

« Notre siècle est proprement le siècle de la critique, à laquelle il faut que tout soit soumis. La religion, par sa sainteté, la législation, par sa majesté, veulent ordinairement s'y soustraire. Mais alors elles éveillent contre elles un juste soupçon et ne peuvent prétendre au respect sans déguisement que la raison accorde seulement à ce qui a pu soutenir son libre et public examen »

Emmanuel Kant, Critique de la raison pure, 1781, page 84

Le public entre en scène

Nous avons ici une notion qui marque un basculement dans la conception de l'opinion publique: le principe de publicité. Avant de désigner spécifiquement la réclame et les messages à caractère commercial, la publicité c'est l'idée de rendre publique des informations. Il faut comprendre que jusqu'à la Renaissance, l'idée de publicité est impossible à se représenter. En occident, c'est seulement à partir de l'avènement de l'imprimerie à caractères mobiles que se construit un rapport inédit entre les individus. Un lien par lequel il est possible de s'adresser directement et massivement à toute la société. C'est un rapport qui s'étend au delà de ce qui permet à une assemblée de converser ou à un aede⁷ d'avoir l'attention de son audience.

C'est ce que l'historienne Elizabeth Eisenstein analyse en étudiant les effets de la « culture de l'imprimé » dans la société occidentale. Avec la portée que représente la publication de presse, les sociétés deviennent des tribunes étendues, notion qui avait perdu sa valeur avec l'expansion de celles-ci.

7. l'aede est un orateur, Homère, dans l'Antiquité, était un aede

« Mais si la solidarité communautaire diminuait, la participation à distance à des événements plus éloignés se développait au contraire, et si les liens au niveau local se faisaient plus lâches, on forgeait en revanche des liens avec des collectivités plus vastes. La lecture de textes imprimés favorisait l'adhésion silencieuse à des causes dont les avocats ne se trouvaient dans aucune paroisse et qui s'adressaient de loin à un public invisible. »

Elizabeth Eisenstein, *The Printing Press as an Agent of Change*, 1980, page 132

Avec la démocratisation de l'accès à la presse, le peuple se retrouve enveloppé, pourrait-on dire, dans un tissu informationnel commun. Tous les membres du groupe se sentent connectés entre eux par l'accès aux mêmes textes, aux mêmes actualités, ce qui aurait fait naître, ou renaître une conscience collective englobante, perçue comme totale, unifiée. Le livre imprimé permet au peuple de se percevoir comme une communauté bien plus large que celle d'un auditoire ou d'un café. Avec les livres, se construit pour la première fois l'idée d'un public « à distance » que Gabriel Tarde sera amené à distinguer de l'idée de foule⁹ dès 1901.



« Il n'y a pas de mot, en latin ni en grec, qui réponde à ce que nous entendons par public. Il y en a pour désigner le peuple, l'assemblée des citoyens armés ou non armés, le corps électoral, toutes les variétés de foules. Mais quel est l'écrivain de l'antiquité qui a songé à parler de son public ? Aucun d'eux n'a jamais connu que son auditoire. »

Gabriel Tarde, *L'opinion et la foule*, 1901, page 30

Mais, alors que la diffusion du livre imprimé forge de nouveaux rapports sociaux, on peut voir dans le développement de l'impression rotative, avec notamment l'apparition de la presse périodique, un deuxième effet transformateur pour la société. Celui-ci se joue dans son rapport à la connaissance cette fois. Les objets imprimés ne sont plus seulement des réserves de savoir, ils commencent à communiquer entre eux, à s'augmenter, à se réviser, à s'amender. Et avec eux, les auteurs engagent une discussion publique de leurs idées. Si l'on en croit Elizabeth Eisenstein, l'idée de publicité, que formule Kant pour défendre la République, découle donc en partie des nouvelles perspectives technologique de la presse périodique⁹.

« J'entends par faire usage public de sa propre raison : faire usage de sa raison en tant que savant devant le public entier qu'est le monde des lecteurs. »

Emmanuel Kant, *Qu'est-ce que les Lumières*, Hatier, 1784, page 7

Dans son livre *L'opinion publique et la foule*, Gabriel Tarde prend le temps de développer l'idée qu'une opinion partagée apparaît à l'issue de la conversation. La notion de conversation est fondamentale pour l'auteur, c'est à la fois un moteur

dans le processus de production des opinions mais aussi le canal qui les fait circuler et grandir à l'échelle du groupe puis de la société jusqu'à devenir une « opinion sociale » c'est-à-dire l'opinion publique. Il met en parallèle la conversation avec l'éducation qui, elle, sert de support à la tradition. Opinion et tradition sont, avec la Raison, trois traitements de l'information différents: La tradition ce sont les idées qui n'évoluent pas, qui se transmettent telles qu'elles; la Raison c'est le procédé qui va agréger et en dépouiller les idées dans la conversation, l'opinion c'est ce qui émerge de la rencontre des deux précédent. Voilà comment il envisage ce processus:

« les individus qui composent une nation ont conscience d'avoir une tradition commune, et, sciemment, se soumettent aux décisions d'une raison jugée supérieure. Ainsi, de ces trois branches de l'esprit public, la dernière à se développer, mais aussi la plus prompte à grandir à partir d'un certain moment, est l'Opinion; et elle grandit aux dépens des deux autres. »

Tarde, Gabriel, *L'opinion et la foule*, 1901, page 74

La presse est donc responsable du caractère étendu de la conversation, et ce qu'il faut en conclure c'est qu'elle est, de ce fait, impliquée en tant que technique dans le basculement de la perception de la volonté générale en opinion publique. En sortant de sa condition de donnée « à cueillir », dont le travail de compilation relève de l'omniscience, la volonté du peuple devient une donnée produite, où la presse remplace l'omniscience sur le peuple souverain par son omnipotence. Un individu ou des individus ou même tous les individus ne peuvent pas tout savoir de la volonté du peuple mais maintenant tout le peuple doit pouvoir l'inscrire quelque part. Et ce quelque part, c'est l'espace public.

II. Tenants et aboutissants de l'espace public

À ce stade de la réflexion, j'ai décidé de préparer un atelier pour poser à nouveau la question de l'opinion publique avec cette fois l'ambition plus précise d'identifier tous les espaces de conversation et de sa mise en publicité. Ou plus clairement, il s'agissait de cartographier l'espace public.

Le 30 mars 2019 s'est tenu le festival Curieuses Démocraties à Toulouse. C'est un événement itinérant qui s'intéresse comme moi aux nouvelles formes possibles de la démocratie. Les premières éditions se sont tenues à Saillans, un village drômois qui s'est fait connaître pour l'élection d'une liste municipale qui a mis en place un fonctionnement collégial ouvert à tous les habitants. Depuis, notamment à travers ce festival, un réseau d'acteurs de la démocratie alternative commence à se former et à mettre en commun ses expériences. Le fonctionnement du festival est intéressant puisqu'il se base sur le principe d'ateliers libres: lors de la cérémonie d'ouverture, tous les visiteurs peuvent proposer leur sujet d'atelier et disposer d'un créneau horaire et d'une salle. J'ai alors proposé un temps de réflexion sur l'opinion publique et sept personnes se sont prêtées au jeu.

Atelier : E(n)carter l'opinion publique

Dans le déroulement de l'atelier nous avons d'abord commencé par partager nos définitions de l'opinion publique, il en est très vite ressorti que la réponse ne faisait pas consensus. Ce qui est ressorti principalement de ces échanges c'est la sensation d'un déficit de l'expression citoyenne avec la désagréable

impression d'une instrumentalisation de l'opinion publique par la classe politique. Face à cette division, la voie de secours a alors été de laisser tomber la question « qu'est-ce que l'opinion publique » et de s'attacher à répondre à « où s'exprime-t-elle ? ». Choix judicieux puisque ce qui est ressorti de l'atelier ce sont plusieurs ensembles qui définissent les zones dans lesquelles nous pourrions naviguer à l'avenir.

Un premier ensemble concerne l'espace personnel, c'est celui auquel les participants ont pensé en premier en évoquant la famille, les cercles sociaux, mais aussi depuis peu comme certains l'ont souligné, les ronds-points occupés qui sont devenus des lieux de conversation privilégiés en même temps qu'il sont des espaces d'affichage sauvage des revendications et de distribution de tracts auprès des automobilistes.

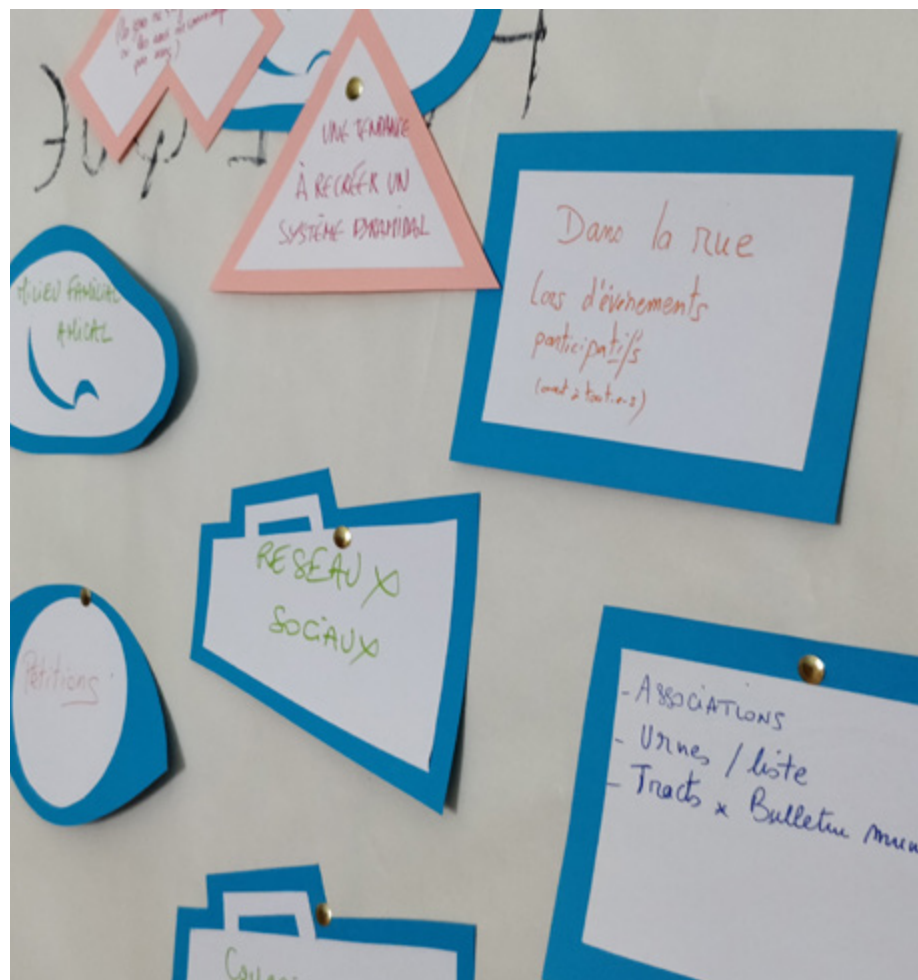


Dans le prolongement, nous avons ce que nous appellerons l'espace militant, qui réunit les espaces conversationnels dits élargis. Dans la mesure où ce sont des lieux où l'on vient précisément pour débattre, échanger des idées, on est amené à partager des discussions avec des gens que nous ne connaissons pas par ailleurs, à la différence du premier ensemble. Ici on trouvera les projections-débat, les cafés citoyens, les associations.

À l'opposé de l'espace militant qui concerne les citoyens¹⁰, nous retrouvons l'espace institutionnel: urnes, partis, assemblées municipales, ce sont tous les espaces qui entrent dans le dispositif démocratique. Cette catégorie met en lumière une chose qui n'a pas clairement été énoncée pour l'instant: l'idée que l'espace public, au sens large, s'organise en marge des institutions. C'est ce que l'historien politique Pierre Rosanvallon théorise sous le nom de contre-démocratie¹¹ c'est à dire l'ensemble des pratiques de pression, de critique, d'opposition, d'empêchement exercé par le peuple sur les élus. Cet espace institutionnel relève alors d'un statut hybride, on peut le voir comme un espace-membrane qui fait l'interface avec les lieux de pouvoir réservés à une minorité élue¹².

Enfin, à la croisée des trois espaces précédents se trouve l'espace public proprement dit, qui aurait pu s'appeler « espace public technique » dans la mesure où son caractère public procède d'une infrastructure technique. On y retrouve ainsi la rue, la presse, mais aussi, à nouveau, les réseaux sociaux et plus largement le Web.

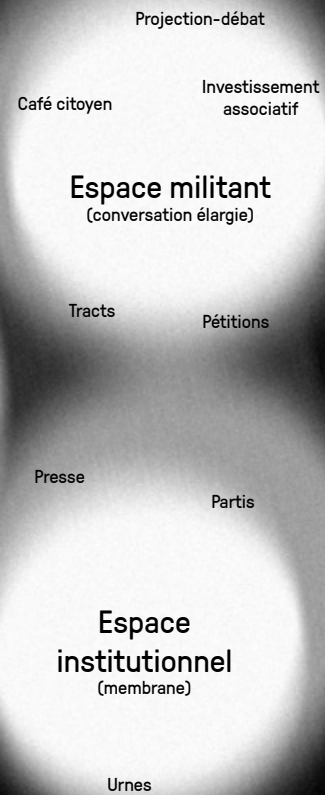
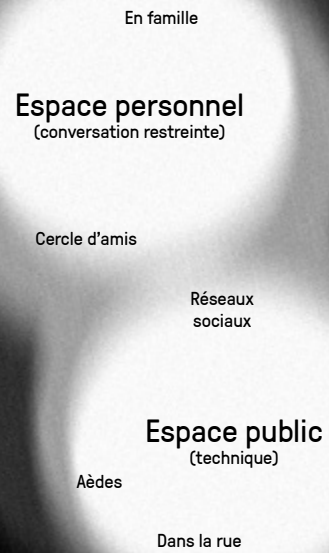
On ne peut donc pas parler d'un espace public mais des espaces public. Chacun des replis qui composent l'idée d'espace public entretient un rapport particulier avec le peuple et l'opinion publique. On ne s'exprime pas de la même façon ni pour les mêmes raisons, selon qu'on se trouve dans un isolement, dans un café ou sur les réseaux sociaux. On ne bénéficie pas non plus du même statut au moment de prendre la parole. Il sera intéressant de comprendre comment ces différentes manifestations de l'espace public sont apparues et les perspectives qu'elles offrent pour notre sujet.



10. au sens de citoyens non-élus, la société civile

11. cf. Pierre Rosanvallon, La contre-démocratie, la politique à l'âge de la défiance, Seuil, 2006

12. pour en savoir plus confier mon mémoire précédent Où décider, Manuel Vazquez, 2018



À l'époque d'internet

Pour en savoir plus sur ces espaces publics, revenons à notre enquête sur l'histoire de l'opinion publique et sur son lien avec la technique. On a dit que les technologies de l'information avaient marqué un tournant, voire une révolution dans la définition qu'un peuple peut avoir de lui-même et de la place qu'il se donne dans le régime politique. Cette révolution philosophique, c'est ce que le philosophe contemporain Jean-louis Déotte appelle « faire époque »¹³, ici la presse fait époque parce qu'elle propose un support d'inscription inédit du réel et qui transforme les perspectives de la société, sa perception d'elle-même. Il serait alors intéressant de nous poser la question du numérique comme « faire-époque ». Comment les nouvelles technologies transforment-elles les perspectives de la société actuelle ? C'est Dominique Cardon qui nous donne une première réponse dans « culture internet »¹⁴.

« Le web a bouleversé la plupart des paramètres de l'espace public traditionnel dans lequel un faible nombre d'émetteurs s'adressaient à des publics silencieux. »

Dominique Cardon, Culture numérique, 2019, page 142

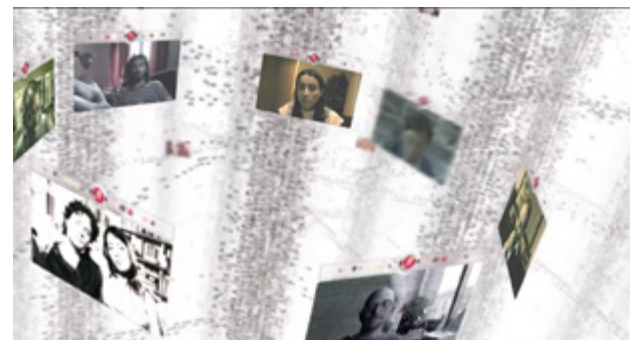
Dans un premier temps, avec le Web, le public devient une majorité agissante. Il n'est plus question d'une minorité de sachants faisant face à une masse silencieuse, c'est la majorité qui est maintenant capable de manipuler les outils de son expression. Par là il achève voire dépasse l'ambition de l'Aufklärung que formule Kant. À ce titre, le principe de neutralité du Net¹⁵ correspond à un nouvel impératif kantien de la démocratie à l'instar de celui de la presse.

13. « Jean-Louis Déotte. La révolution des appareils », 2001

14. Dominique Cardon, Culture numérique, 2019. Dans ce livre il rebondit sur le travail d'Elizabeth Eisenstein pour aborder la question du numérique

15. La neutralité du Net est considérée comme un droit qui reconnaît à tous les internautes une égale liberté d'accès et d'usage du réseau Internet

Avec le recul de notre époque (celle du réseau internet et de l'informatique domestique), la notion de représentation de Kant, dans sa nécessité à être une activité externe au peuple, relève plus d'un défaut de perspective qu'aujourd'hui les nouvelles technologies assument en donnant à chaque utilisateur la qualité d'opérateur (celui qui façonne), elles rendent possible le façonnage d'une représentation de la volonté générale sans délégation. Plusieurs initiatives explorent les possibilités démocratiques du numérique, à ce sujet Dominique Cardon identifiait Internet comme « le laboratoire des alternatives à la démocratie représentative » en 2010¹⁶, aujourd'hui on a tendance à les regrouper sous l'expression civic tech.



↑ 8th Wonderland, Nicolas Alberny, 2008

Dans le film, Internet devient le lieu d'une démocratie dissidente dans laquelle les internautes forment une assemblée virtuelle capable de s'auto-gouverner.

Ainsi, en creux, et par l'ouverture des perspectives, ce sont toutes les figures du délégué à la représentation qui mutent. Ceux qui avaient un statut de gardien de l'opinion publique dans l'espace public, c'est-à-dire les journalistes ou les délégués syndicaux pour ne citer qu'eux, voient leur légitimité s'éroder et la perception de leur rôle changer: de porte voix ils deviennent les responsables de l'invisibilisation du peuple. Nous pouvons retrouver toutes ces tensions dans les rapports

16. Dominique Cardon, La démocratie Internet, 2010, p.7

conflictuels qu'entretiennent les Gilets Jaunes avec la sphère médiatique et syndicale. On parle aujourd'hui d'un effondrement des corps intermédiaires à l'instar du blogueur et chercheur en science de l'information et de la communication Olivier Ertzscheid.

« Facebook est en cela intéressant que dans la manière dont il est investi aujourd'hui par ces familles modestes que sont les Gilets Jaunes, il produit une forme paradoxale d'émancipation par l'accession à un espace, discursif, médiatique, organisationnel et situationnel dont ces gens-là se retrouvaient privés depuis l'effondrement des corps intermédiaires supposés les représenter. »

Olivier Ertzscheid, « #GiletsJaunes : de l'algorithme des pauvres gens à l'internet des familles modestes », *Affordance.info*, 2018

Une nouvelle architecture de l'espace public

En repoussant ce rôle de gardien, autre chose se produit. Internet réalise ce que Gabriel Tarde prophétise en 1901: il permet à la conversation de s'étendre en lui offrant un répertoire de fonctionnalités et d'espaces qui aujourd'hui se sont concentrés autour de quelques grandes plateformes sociales comme Facebook, Baidu, VKontakte ou encore Twitter, WhatsApp et Telegram. Mais ce que ne dit pas la prophétie, c'est que du même fait, le domaine du personnel, de l'intime fait une irruption massive dans l'espace public, la proximité se transforme en une promiscuité. La publicité n'est plus l'affaire des questions de la cité ou de la nation, elle doit aussi donner sa place aux affaires intimes. Alors, l'idée de publicité se voit transcendée par une nouvelle dimension, elle devient variable, on voit très vite que tout ce qui y est publié n'est plus nécessairement visible, c'est ce que Dominique Cardon appelle le web en clair-obscur.

« La conversation, si, sans ses aliments, elle parvenait à progresser, ce qui est difficile à concevoir aussi, pourrait, à la longue, suppléer dans une certaine mesure le rôle social de la tribune et de la presse comme formatrice de l'opinion »

Gabriel Tarde, *L'opinion et la foule*, 1901, page 87

Tandis qu'on pouvait s'attendre à une expansion linéaire de la publicité: l'émetteur s'adresse à de plus en plus de récepteurs, jusqu'à s'adresser à tous; il s'est organisé, à la place, un réseau de publication dans lequel l'intermédiaire entre l'émetteur et le récepteur n'est pas une interface plate et directe mais un enchevêtrement de nœud de médiation. La raison est simple, la circulation de l'information est passée d'un modèle descendant à un modèle par « contamination horizontale ». Dans le terme contamination¹⁷ il y a l'idée que l'information ne glisse pas de l'un à l'autre, mais qu'elle rebondit, transmute, qu'elle est susceptible de changer de sens d'un nœud sur l'autre. La propagation par le réseau ne garantit pas une visibilité pleine et homogène. Ces nouvelles dynamiques correspondent à celle de la conversation, et d'ailleurs on pourrait comparer la propagation de l'information en ligne à celle d'une rumeur dans un village. Ce qu'analyse Dominique Cardon c'est que la conversation et la publicité des informations ont adopté une forme hybride sur les réseaux sociaux numériques.

« L'espace de diffusion de l'information et le système conversationnel de sa réception sont désormais intimement liés. »

Dominique Cardon, *Culture numérique*, 2019, page 166

17. qu'utilise Cardon dans *Culture Internet*, page 245

De cette particularité va émerger une nouvelle génération de gardiens de la volonté générale que sont les algorithmes de classification et de recherche: les flux d'abonnements, les moteurs de recherche et les systèmes de « ranking » pour ne citer qu'eux. Tous ces nouveaux acteurs ne forment pas seulement une nouvelle classe de passeurs, ce sont aussi les architectes de médiation entre le public et l'espace public. Cette architecture de l'espace public multiplie le nombre et la complexité des endroits à penser, à mettre en cohérence, à évaluer pour garantir le processus de représentation de la volonté du peuple qui fait la fonction de l'espace public.

Pour résumer le rôle de la technique, elle a d'abord permis une conscience collective étendue, englobante, assemblée autour d'un flux informationnel (d'actualités, d'idées et de visions du monde). Puis ce flux a commencé à vivre, à danser avec la conversation qui se jouait dans les cafés et les salons, l'un et l'autre co-évoluant de façon interdépendante. La conversation façonne le flux et vice versa. Avec les nouvelles technologies, cette idée de façonnage du flux a dépassé le cadre des journalistes et des sociétés bourgeoises (mais aussi de leur effet de filtre) et s'ouvre à une part beaucoup plus large des citoyens. En contrepartie, les deux flux concomitants ont fusionné en une architecture d'expressions publiques dont les modalités d'énonciation échappent (pour l'instant) aux considérations démocratiques. La volonté générale, en tant qu'expression du consentement, qui se dégageait de l'espace public n'est plus du tout évidente depuis l'avènement du numérique.

Le nouveau régime

On a vu comment, autour des technologies de l'information, s'est construit l'espace public, c'est-à-dire le lieu de l'expression de l'opinion publique. J'aimerais parler brièvement de l'évolution parallèle des outils de mesure de l'opinion publique. Pour des questions

de temps nous n'aborderons pas les enjeux du sondage qui s'impose depuis longtemps comme l'outil dominant de mesure de l'opinion publique. Je vous renvoie plutôt à la conférence du sociologue Pierre Bourdieu « L'opinion publique n'existe pas »¹⁸ qui dresse un tableau exhaustif des raisons d'arrêter de croire à la représentation chiffrée du corps social et je vais passer directement aux formes qui lui succèdent.

« Je dis simplement que l'opinion publique dans l'acception implicitement admise par ceux qui font des sondages d'opinion ou ceux qui en utilisent les résultats, je dis simplement que cette opinion-là n'existe pas. »

Pierre Bourdieu, « L'opinion publique n'existe pas », conférence à arras, 1972

Baptiste Kotras est un sociologue qui s'intéresse à la mesure de la parole en ligne. Dans son livre *La voix du web*¹⁹, il s'attache à donner un éclairage sur l'émergence d'un régime d'opinion en ligne qu'il situe entre 2005 et 2006 avec l'arrivée des sociétés de mesure de l'opinion en ligne²⁰. Dès l'introduction, le livre se présente comme issu de la sociologie des sciences et de la technologie et pose un postulat: Les instruments technologiques et les méthodes de mesure ne sont pas « neutres » politiquement, mais encadrent au contraire notre compréhension du monde social.

Par « régime d'opinion », il faut comprendre l'approche adoptée pour recueillir et traiter l'opinion des internautes. Kotras en distingue quatre.

18. des extraits choisis de cette conférence sont disponible en annexe

19. Baptiste Kotras, *La voix du web, nouveaux régimes de l'opinion sur Internet*, Seuil, 2018

20. il cite des entreprises comme Linkfluence, Synthesio, NetBase, ConverseOn, Sysomos et Radian6

Le régime des majorités

Ce régime est le plus exhaustif dans le sens où il s'attache à une forme de représentativité de la mesure en échantillonnant les internautes par catégorie sociale²¹. Mais aussi en sollicitant tous les publics y compris ceux qui n'expriment pas spontanément leur opinion. Le défaut, ici, est le même que celui que Bourdieu attribue aux sondages: il ne demande aux internautes qu'à affirmer une proximité avec des opinions pré-déterminées.

Le régime de la mobilisation

Ce régime ne définit pas une catégorie sociale à analyser mais il part des traces de l'expression spontanée des internautes (sans considération du groupe social d'appartenance). Sa valeur est donc de mesurer une expression plus authentique, proche de la définition rousseauiste²². Mais dès lors qu'il ne mesure que les internautes « opinants » (qui expriment leur opinion) le tableau ne peut pas être complet. En effet seul une petite minorité d'utilisateurs s'exprime activement et seule une partie de cette expression est accessible par les outils de mesure. L'enjeu de ce régime est de mesurer les opinions dites « collectives », qui mobilisent le plus.

Le régime hiérarchisé

Ce régime fait le choix d'échantillonner les internautes selon des critères de « médiatisation » du locuteur, sa capacité à propager son opinion. Comme pour le régime précédent, l'enjeu est de mesurer les opinions collectives. Cette approche présuppose que les opinions les plus relayées (visibles) sont les plus partagées (majoritaires). Les leaders d'opinion sont donc « surpondérés » face à des locuteurs moins visibles. Cette approche est aussi peu valable que la première dans le sens où les deux ont leur biais (les présuppositions de l'échantillonneur) qui invisibilisent par défaut certaines opinions.



Le régime public-discursif

Ce dernier régime ne s'intéresse ni aux publics dans leur définition sociale ni aux « groupes opinants », il se concentre sur les propos. Issu d'une veille continue de mots-clés déterminés, il ne mesure pas les opinions des internautes mais seulement leurs traces en s'appuyant sur le traitement automatique du langage (TAL). Il quantifie massivement le flux de conversations et lui attribue algorithmiquement des « couleurs » (en fonction des univers lexicaux mobilisés) que le perceuteur peut interpréter positivement ou négativement en fonction du sujet étudié. Le régime trouve sa valeur dans le fait de faire état de l'apparition, de l'évolution et de la disparition des couleurs lexicales à la manière d'un sismographe, mais il s'enfoncé encore davantage dans une opération de désobjectivation.

« Supposez les citoyens français enfermés dans des prisons cellulaires et restant livré à leurs réflexions propres, sans nulle influence réciproque, et allant voter... Mais ils ne pourraient pas voter! En fait, ils n'auraient, la plupart d'entre eux du moins, aucune préférence pour Pierre ou pour Paul, pour tel programme ou pour tel autre. Ou bien, s'ils avaient chacun son idée propre, ce serait un beau gâchis électoral. »

21. Ici il faut comprendre la notion de publics dans son sens sociologique : un groupe d'individus qui partagent les mêmes qualités ou les mêmes usages.

22. voir la partie « cueillir la volonté générale »

La démesure des familles modestes

Ces outils de mesure posent plusieurs problèmes. D'abord ils cherchent à dessiner l'opinion publique en additionnant des opinions individuelles, or on peut leur opposer l'idée de Tarde selon laquelle l'opinion est un processus relationnel: une opinion grandit dans la conversation, au contact d'elle. Elle n'est pas dans la conversation, elle en découle. Ensuite ils partent d'un présupposé que nous avons probablement nous aussi mais dont il s'agit de se défaire: Internet n'est pas uniquement le lieu des individualités. À ce sujet, le dernier livre de la sociologue Dominique Pasquier montre qu'il y a des différences d'usage d'Internet selon le milieu social d'origine des internautes. Parmi elles, elle relève un usage commun des comptes et des réseaux sociaux que les outils de mesure invisibilisent complètement, disqualifiant de fait les familles modestes. Pour reboucler sur ce que dit Tarde, on peut constater que les modèles de sondage procèdent d'une imposition de la tradition sur l'opinion qu'il souhaitent recueillir. Cette tradition se manifeste dans les prismes de lectures employés par les percepteurs, elle forme un cadre qui contraint la formation de l'opinion au lieu de justement la faire vivre.

« La famille intervient sur les comptes de ses membres, on regarde les téléphones mobiles des uns et des autres. On surveille ce qu'il se dit. Les familles modestes ne voient pas de raison à avoir des outils individuels. »

Dominique Pasquier, L'internet des familles modestes, 2018

Nous sommes à nouveau dans un dispositif qui dépossède les individus de leur opinion. Le sondage ou la collecte des traces numériques, tel qu'il est organisé dans ces nouveaux régimes d'opinion, participe donc à la dissémination de la figure du peuple. Baptiste Kotras conclue son livre en soulignant le renoncement de ces percepteurs d'opinion à toute ambition de représentation de la société.

« Ces instruments ne permettent donc que très difficilement la construction d'une référence partagée qui fonderait un nouveau standard de l'opinion publique, au sens démocratique. »

Baptiste Kotras, La voix du web, nouveaux régimes de l'opinion sur Internet, Seuil, 2018, page 104

La conclusion que nous pouvons faire de l'intervention de la technique dans la démocratie est donc mitigée. D'un côté notre milieu technique nous a permis de bâtir des espaces d'auto-représentation et de circulation de la conversation, ce qui participé à vitaliser les pratiques démocratiques. Mais on observe aussi dans ces mêmes espaces une accentuation des procédés relevant de la destruction de la figure du citoyen. Il est nécessaire, pour continuer, d'aller plus loin dans l'étude des moyens et des effets politiques de nos milieux techniques.

III. Point technique

Saviez-vous que les Lumières, et Rousseau au premier chef, étaient contre l'idée de démocratie ? Cela dit, au XVIIIe siècle la démocratie dont parle Rousseau ne correspond pas à ce que nous en entendons couramment. Lorsque Rousseau distingue le peuple souverain du gouvernement, il se demande quelle est la meilleure façon de gouverner. Dans sa réflexion, la démocratie n'est pas la souveraineté du peuple (ça c'est la République) mais la prise de décision politique par tous les citoyens. Ce que refuse Rousseau c'est la participation du peuple aux affaires publiques (au gouvernement) pour la simple raison qu'il est trop nombreux et trop peu éclairé pour remplir cette tâche avec succès.

« Comment une multitude aveugle qui souvent ne sait ce qu'elle veut, parce qu'elle sait rarement ce qui lui est bon, exécuterait-elle d'elle-même une entreprise aussi grande, aussi difficile qu'un système de législation? »

Jean-Jacques Rousseau, Du contrat social livre II, chapitre VI, page 231

Or, ce qu'on a vu jusqu'à présent c'est que le développement des technologies de l'information a fait émerger un espace public où le peuple a les moyens de produire une conversation politique, c'est à dire d'échanger ses opinions et d'en débattre. Ici il n'est plus question de se demander si l'espace public va garantir l'expression d'une volonté générale et unanime, mais plutôt de réfléchir à l'éventualité que le peuple puisse légitimement discuter, c'est-à-dire se mettre d'accord, sur l'application des lois. En somme, notre milieu technique nous permet-il de nous gouverner démocratiquement ?

Étude de cas : des outils qui font débat

Pour tenter de répondre à cette question, je me suis essayé à l'étude de plusieurs sites qui mettaient l'idée d'opinion au centre de leur fonctionnement. L'essayiste Romain Badouard soutient l'idée que les formes du débat en ligne traduisent des projets politiques et que l'on peut en avoir une lecture politique si on adopte une approche « orienté design » de ces interfaces techniques.

« La façon dont les sites rendent opérationnels des formats de participation n'est donc pas liée aux sites en eux-mêmes, mais à leur design, c'est-à-dire à la façon dont ils sont conçus, à partir d'applications variées assemblées les unes aux autres de façon cohérente dans le but de produire un modèle de participation. »

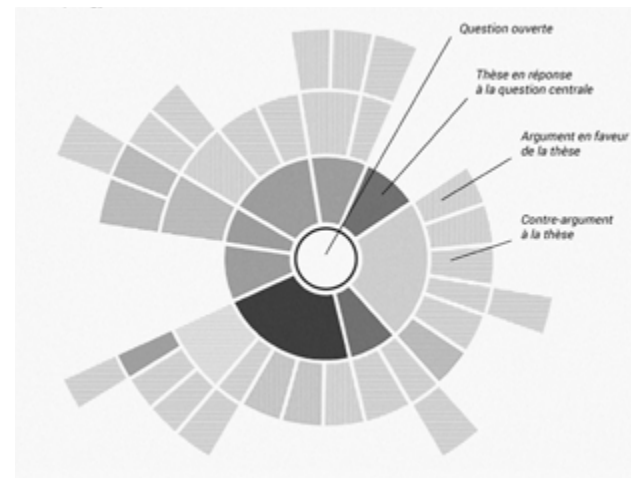
Romain Badouard, « La mise en technologie des projets politiques, une approche « orienté design » de la participation en ligne », revue Participations n°8, 2014

Le premier est une initiative française, La Marque du consommateur est née d'une volonté de laisser le choix de la nature et du prix d'un produit aux consommateurs en passant par un sondage en ligne. Les contributions des internautes participent à définir les critères de production et d'emballage du produit parmi une sélection de propositions. Le résultat de ce sondage fait autorité sur la rédaction du cahier des charges et les produits sont distribués dans une grande majorité d'enseignes de la grande distribution.

L'exercice est intéressant à deux titres, il invite à l'opinant à s'informer sur les enjeux des modes de production et d'approvisionnement d'une part, et participe d'une production de sens pour les citoyens-consommateurs. Mais d'un point de vue démocratique c'est une réponse très imparfaite qui souffre des écueils

propres au sondage et qui ne parvient pas à dépasser une conception individuelle de la production d'opinion.

Le deuxième cas est plus intéressant en ce qu'il propose de mettre en relation les opinions individuelles. Kialo est une plateforme de débat en ligne qui se présente comme « raisonnée »²³. Elle mise sur deux types de représentations visuelles de l'opinion. Une première forme circulaire rend compte à la fois de la variété des arguments et des tendances qui se dessinent autour d'un sujet donné. Mais ce qui est vraiment intéressant c'est la façon dont Kialo structure une discussion entre contributions: chaque argument ou contre-argument est considéré structurellement comme une thèse en soi et peut donc être contredit ou soutenu.



↑ Kialo (la ou les thèses de départ sont au centre et les opinions les plus affinées apparaissent en périphérie)

Le deuxième système de représentation prend la forme d'une arborescence qui rend visible le cheminement, le raisonnement, qui s'est joué dans la production de chaque opinion.

23. « a debate platform powered by reason » que l'on peut traduire par « une plateforme de débat alimentée par la Raison ». Le nom « Kialo » vient d'ailleurs de l'espéranto et signifie « raison »

Dans la même idée, Wikidébats est notre dernier cas d'étude et il utilise un système de participation dans lequel tous les internautes inscrits peuvent modifier le contenu des pages. Ces contributions

↙ Kialo (Il est possible de proposer des arguments ou des contre-arguments en réponse à chaque contribution, qui peuvent faire eux-même l'objet d'arguments et de contre-arguments)

The image shows a screenshot of the Kialo debate platform. At the top, there is a hierarchical tree diagram representing the structure of the debate, with a root node and several levels of sub-nodes. Below the tree is a main debate card. The card has a title: "Countless [studies](#) show that GM foods can be toxic, allergenic, or have unintended nutritional changes." Below the title, there are two columns: "Pros" and "Cons". Each column contains a list of arguments. The "Pros" column has three arguments, and the "Cons" column has three arguments. Each argument is displayed in a card format with a progress bar, a heart icon, and a comment icon. The "Pros" column is highlighted with a light blue background.

Countless [studies](#) show that GM foods can be toxic, allergenic, or have unintended nutritional changes.

Pros +

The [American Academy of Environmental Medicine \(AAEM\)](#) publicly condemned GMOs as "a serious health risk" and have urged physicians to prescribe non-GMO diets for all patients.

Opponents of genetically modified crops claim that increased consumption of genetically modified crops is linked to an increase in [food allergies](#).

Some genetically modified foods may have [higher levels of toxicity](#). The process of genetic modification itself can create or increase toxins and anti-nutrients. For example, genetically modified soybeans were found to have double the normal amount of soy lectin, which can block nutrient absorption.

Cons +

[Almost all](#) articles that claim that genetically modified foods are unsafe for human consumption have since been [discredited](#) by [scientists](#).

A [meta-analysis](#) of 6,000 studies across two decades concluded that GMO's pose no risk to human health.

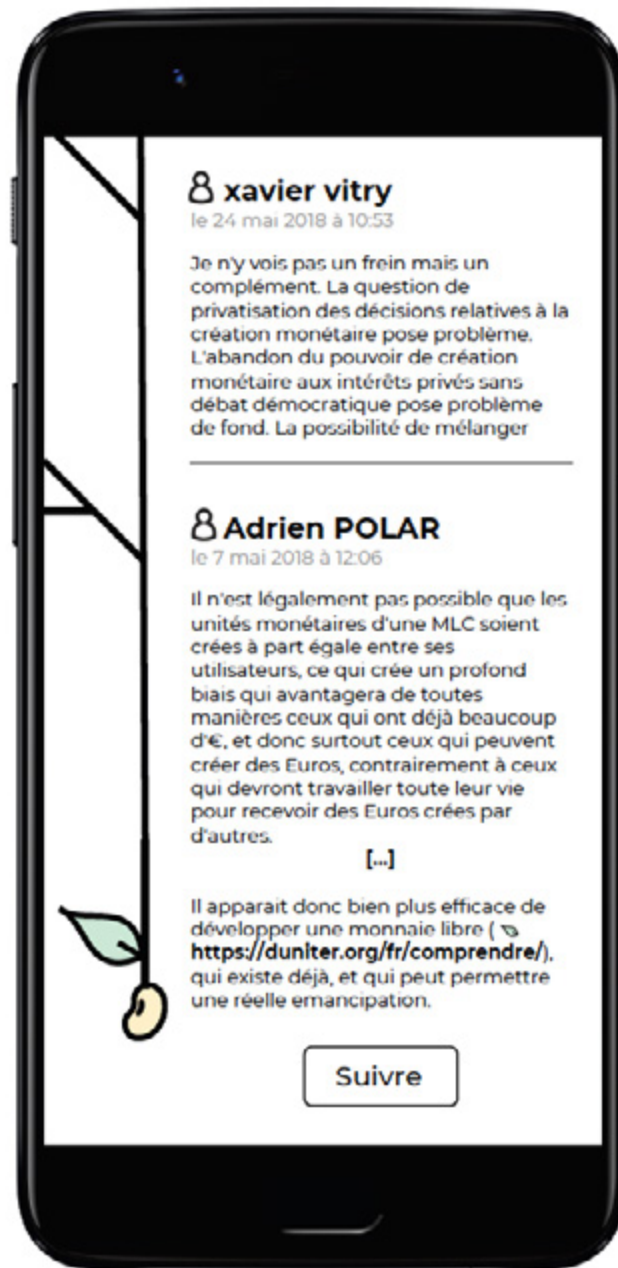
Many foods are unhealthy and unnatural, but liberal democracies generally default to allowing consumers to decide whether the trade-off for cost, convenience, or anything else is worth it for them.


peuvent être librement et continuellement modifiées par les internautes suivants. Un onglet « discussion » laisse la possibilité aux internautes de délibérer sur une modification avant (ou après) celle-ci.


Il s'agit du même système que celui de Wikipédia, des pages de débat et des pages d'argument organisent la curation des opinions. Ce qui faut souligner c'est que le site n'invite pas à exprimer sa propre opinion mais plutôt à réunir toutes les opinions. D'ailleurs, l'un des principes fondateurs, « l'impersonnalisation », n'autorise pas à faire référence à soi dans la rédaction. Wikidébats participe donc à reproduire sous une forme organisée, archivée, la conversation dont parle Gabriel Tarde.


À partir de cette analyse, j'ai imaginé un outil dédié à la conversation politique inspiré des mécaniques de Pokemon GO. Il s'agit d'une application mobile dans laquelle on peut converser, débattre politiquement, et dont les conversations sont exclusivement associées à des lieux. En limitant ainsi l'accès des débats à la géolocalisation du participant, il s'agit de relocaliser l'expérience démocratique et de faire émerger une manifestation locale de la conversation politique.

Le projet, derrière Démocrassed, était de faire émerger et de mettre en forme la conversation. Je me suis appuyé les études de cas mais aussi sur une analyse très personnelle du jeu mobile à succès Pokemon GO. Selon moi, ce jeu a beaucoup à nous apprendre en terme d'expérience d'usage: par ses choix de design le jeu a renouvelé les moyens de construire une communauté d'utilisateurs, il entretient un rapport ténu avec l'environnement physique du joueur, l'obligeant à faire corps avec la ville (ou la nature) pour profiter de l'expérience du jeu. Et il parvient, enfin, à susciter l'interaction entre les joueurs.



 → Débat jeune ou avec peu de contributions

 → Débat plus riche en contributions

 → Débat très riche en contributions (mûr)



Pour une grande conversation nationale

Il y a donc une variété de formats possibles pour accueillir et faire vivre l'opinion publique. Cette étude de cas nous a permis d'identifier que l'un des enjeux de ces outils est de dépasser la perspective individualiste de l'opinion et de travailler à la recomposition d'une pratique relationnelle de l'expression politique. C'est ce que n'a pas su faire la plateforme du Grand Débat National qui a été lancée entre janvier et mars 2019 par le Gouvernement pour répondre à la crise des Gilets Jaunes. En effet, l'organisation des débats par le site du Grand Débat National se fait par l'intermédiaire d'une série de questionnaires à choix multiple qui n'offre aucune perspective de raisonnement ou de conversation, à tel point qu'il devient difficile de parler de débat.

Y voir là, la traduction d'un projet politique est d'autant plus permise que la plateforme est basée sur un répertoire technique qui a fait l'objet d'une seconde proposition formelle. Le Vrai Débat est une contre-proposition qui s'appuie sur les mêmes ressources que le Grand Débat²⁴. À partir de ces mêmes briques techniques, le Vrai débat propose un système de questions ouvertes à la place d'une pré-sélection restreinte, mais surtout il met en oeuvre un système d'approbation et d'argumentation proche de celui de Kialo pour chaque contribution (pour en savoir plus, cf. l'article de Camille Caldini et Benoît Jourdain sur le site de franceinfo: « Grand débat » contre « vrai débat »: les cinq différences entre la plateforme du gouvernement et celle des « gilets jaunes »)

« Le numérique n'a jamais été démocratique ou autoritaire en lui-même. Il constitue une matière première à partir de laquelle sont développés des dispositifs qui correspondent

à des projets politique très variés. Son potentiel émancipateur ne réside donc pas dans les technologies en elles-mêmes, mais dans la manière dont elles sont conçues par les humains, c'est à dire dans leur design. »

Romain Badouard, Le désenchantement de l'internet, FYP, 2017, page 148

Le Grand Débat National a été vécu comme un moment marquant de la vie politique française dans lequel le Gouvernement a affiché clairement une volonté de se saisir des enjeux techniques de la participation démocratique. Avec le Vrai débat, il constitue aussi un répertoire exceptionnel d'expressions à traiter. Ça a donné lieu à une créativité débordante de la part des développeurs et des designers pour renouveler les perspectives des régimes d'opinion en ligne. Des propositions de design ont émergé comme, par exemple, la Grande Annotation qui mise sur un travail de grande ampleur sur le modèle contributif pour produire une synthèse collective du Grand Débat ou encore la Grande Lecture qui s'attache à territorialiser l'opinion publique recueillie par le Grand Débat²⁵.

À la question « notre milieu technique nous permet-il aujourd'hui de nous gouverner démocratiquement ? » la réponse est donc oui, à condition d'en avoir le projet. On aperçoit dans certains outils numériques les prémices d'un déploiement possible de la conversation publique à l'échelle nationale, mais celui-ci est dépendant de la volonté des designers et du projet politique des auteurs de ces outils. L'espace public numérique est donc le terrain possible d'une forme de gouvernementalité.

24. les deux plateformes ont été développés à partir de la technologie de participation de l'équipe Cap Collectif

25. voir <https://grandeannotation.fr/> et <http://www.grande-lecture.fr/>

Vers une démocratie vivante ?

L'accès à des moyens de gouverner s'accompagne d'un changement de nature pour le peuple, qui développe une propension à faire un usage plus direct du pouvoir politique. Pour la philosophe contemporaine Estelle Ferrarese, il s'agit d'une volonté de re-prise sur le monde. Si l'on garde à l'esprit que nos sociétés contemporaines sont traversées par des dispositifs de déssubjectivation et de dépossession du monde, l'idée d'une démocratie comme « forme de vie » prend sens. Ce qu'il faut comprendre par « forme de vie », selon la philosophe c'est l'idée d'une nouvelle fonction de l'espace public: devenir un terrain d'apprentissage où la critique de ce qui nous entoure nous permet d'en redéfinir le sens et d'en reprendre possession. Ainsi, on comprend pourquoi les prérogatives du peuple sont passés du simple consentement à la dispute du pouvoir politique.

« L'un des objectifs de la démocratie, pour peu qu'elle soit la matérialisation d'une certaine idée d'autonomie, me paraît être la faculté de se saisir de ces objets, de ces formes, de ces rapports sociaux et de déjouer leur puissance. »

Estelle Ferrarese, « La critique comme forme de vie démocratique », *Multitudes* n°71, 2018, page 192

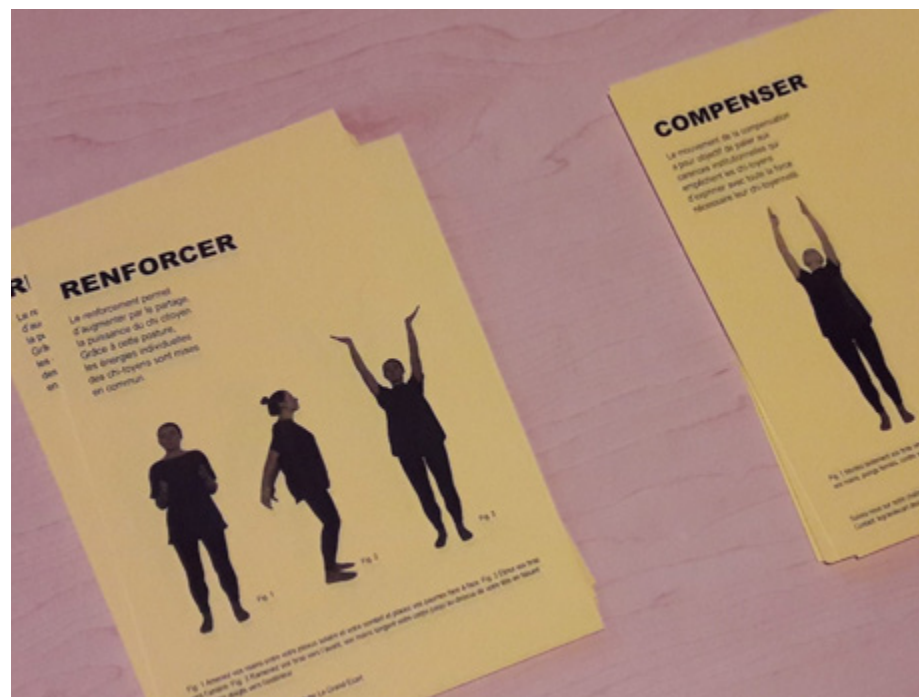
Déjà en 1952, le juriste Georges Burdeau observait, dans la *Revue française de science politique*, une évolution de la nature du peuple. Pour lui, ce peuple est devenu « réel » dans le sens où il s'incarne désormais dans une réalité sociologique et non plus dans la figure une et unanime que décrivent les Lumières. Mais ce caractère partial du peuple, que rejette Rousseau, est accueilli par Burdeau avec bienveillance. Il y voit la poussée inéluctable d'une démocratie vivante qui a besoin qu'on lui affecte un dispositif nouveau, plus adapté à ses ambitions politiques.

« L'avènement d'un peuple réel ne signifie pas seulement un changement dans le titulaire de la souveraineté, il n'implique pas seulement la renonciation au mythe de l'unité sociologique de la volonté nationale, il renouvelle la substance même de cette volonté, affectant par là même les modalités de son expression et le rôle que, politiquement, elle entend jouer. »

Georges Burdeau, « démocratie classique ou démocratie vivante », *Revue française de science politique*, 1952, page 671

Nous avons donc des citoyens qui se politisent dans le sens où, au dehors des institutions, ils revendiquent une part du pouvoir politique. Il ne s'agit déjà plus de réagir à la représentation que le corps législatif dessine pour eux, mais bien de participer d'eux-même à la construction du programme politique.

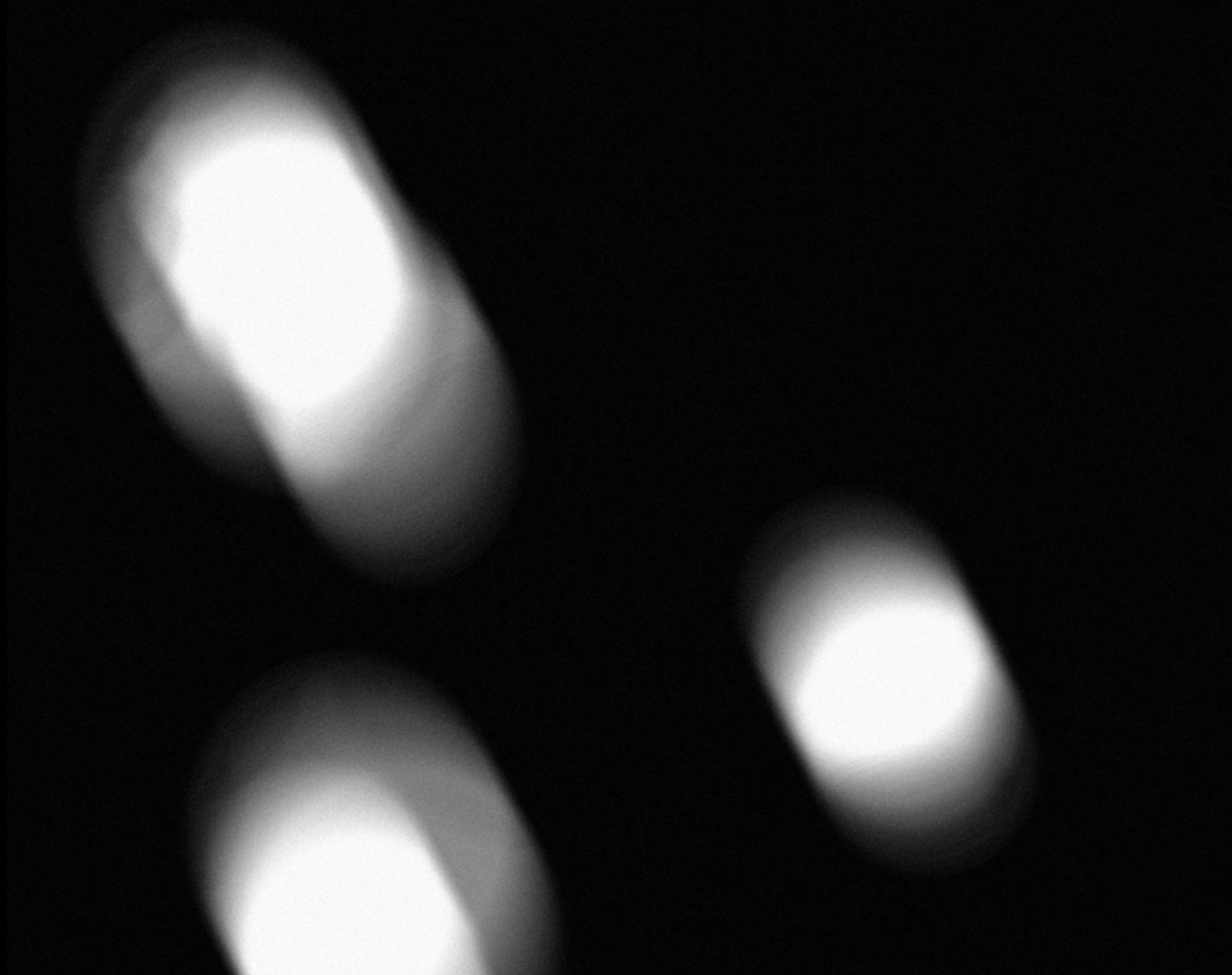
↓ Postures de Chi-toyenneté, collectif Le grand écart, ESADSE, 2018



Conclusion

Ce que Jean-Jacques Rousseau appelle démocratie et refuse, c'est la participation au politique. Mais ce refus de la participation relève du même défaut de perspective que celui de la représentation. La technologie ouvre les perspectives d'un monde démocratique à la fois sur le plan de la représentation et de la gouvernementalité. Ce terme est emprunté à Foucault qui le développe en même temps qu'il travaille sur la notion de dispositif. La gouvernementalité c'est la capacité par laquelle les dispositifs contribuent à nous « faire agir » et à nous « faire interagir ». Ce que ça nous aide à comprendre, c'est que l'espace public est habité par des dispositifs, que les designers ont la responsabilité de concevoir, et qui doivent mettre en oeuvre un double projet politique. En premier lieu il doit être l'espace de contrôle du politique. Par contrôle il faut voir une démarche de limitation: il s'agit pour les citoyens d'exprimer leur consentement, de qualifier, parmi les décisions du gouvernement, ce qui est tolérable et ce qui ne l'est pas. Contrôler le pouvoir c'est dire ce qui lui est impossible de faire. En second lieu c'est rendre possible la conversation politique, mais plus précisément le dissensus. C'est accueillir le conflit duquel vont pouvoir émerger ce qui n'était pas possible jusqu'alors: des décisions politiques portées par le peuple. En second lieu donc, c'est produire collectivement du politique.

Pour conclure sur cette partie on peut résumer ainsi: l'espace public est aujourd'hui pourvu de deux fonctions, définir l'impossible et produire du possible.



Synthèse

Nous avons vu que l'opinion publique s'est d'abord incarnée dans l'idée de volonté générale qui présuppose que le peuple n'est pas en mesure de se représenter lui-même ni de définir les modalités de sa gouvernance.

Cette conception est dépendante des perspectives offertes par le milieu technique, par l'intermédiaire duquel s'exprime le peuple.

Les révolutions techniques successives ont redéfini la nature de l'opinion publique. Elle est devenue le produit de la mise en circulation des idées, par les citoyens eux-mêmes, dans les différentes formes de l'espace public.

Mais on a vu aussi que l'expression de l'opinion publique s'inscrit dans une variété de dispositifs techniques qui ne poursuivent pas tous le même projet politique. Ainsi, le projet néolibéral participerait du délitement de la figure du citoyen dans les sociétés modernes.

Cette théorie permet d'expliquer ce qui caractérise la crise démocratique de ces dernières décennies et d'éclairer en partie des enjeux qui sous-tendent à la crise des Gilets Jaunes.

En tant que designer, quelle attitude adopter face à ces enjeux ? A-t-on une responsabilité à endosser dans la mise en technologie des projets politiques ?

« Quand on voit qu'il faut s'habiller en fluo et aller manifester pour être vu, et qu'on commence à nous écouter...

[...]

Donc manifestement on a besoin d'un moyen de s'exprimer politiquement, mais surtout de quelque chose qui soit entendu, réceptionné ! »



2^e partie : Dessiner l'opinion publique

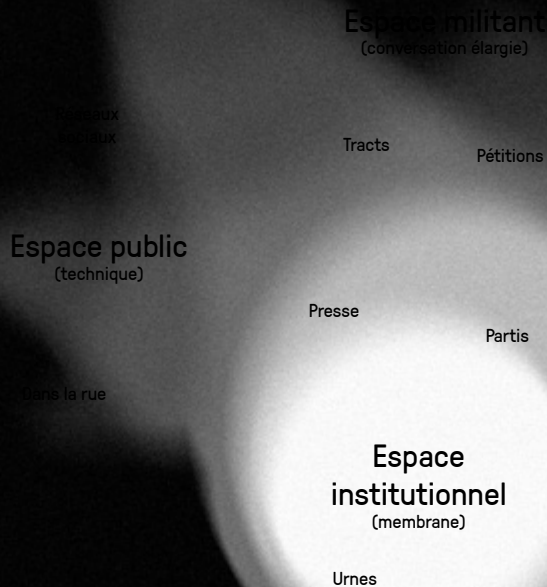
Le témoignage que j'ai recueilli pendant mon entretien avec le président de l'association Un Mur dans le Réel²⁶ va animer la suite de ce travail de recherche. Cette phrase cristallise les enjeux du design à redessiner des moyens d'expression, à investir les lieux du politique qui se sont ouverts en marge des institutions, et pourquoi pas à en ouvrir d'autres. Nous avons pris le temps de comprendre les tenants et les aboutissants de l'espace public, nous avons fait le tour de l'idée d'opinion publique, la scène est maintenant déblayée, prête à être foulée. Nous nous attacherons donc à présent à réfléchir aux situations, aux endroits où le design peut intervenir. Partons à la recherche des à-penser de l'espace public et, plus largement, de la mise en visibilité du peuple.

26. Une retranscription de l'entretien est consultable en annexe.

IV. Comment s'exprime le peuple ?

Jacques Julliard est un historien et journaliste contemporain qui fait l'analyse de l'opinion publique et de son rôle dans la vie politique dans un essai publié en 2008, *La Reine du monde*, postulant que nous sommes entrés dans le règne de la démocratie d'opinion. Dans son analyse, il distingue trois instances de l'expression du peuple. Ça va nous être utile pour naviguer dans les recoins de l'espace public que nous avons déjà cartographié au cours de l'atelier. Jacques Julliard va nous servir de guide pour arpenter notre sujet.

Trois endroits de l'expression du peuple, donc, avec d'un côté le scrutin qui est l'héritage direct des Lumières comme nous l'avons vu. Il inscrit la volonté générale dans un corps politique, celui des représentants. Et de l'autre côté la rue, à qui on reconnaît une forme toute relative de légitimité à représenter les oppositions de la volonté générale héritée de la Révolution. D'ailleurs il faudrait plutôt parler de mouvements sociaux dans la mesure où ils ne s'expriment plus exclusivement dans la rue. Enfin, entre les deux, ce que Julliard appelle l'opinion, c'est-à-dire les manifestations de la conversation politique qui se joue en marge des institutions représentatives. Cette dernière nous l'avons déjà arpentée, ce qui va nous intéresser maintenant, ce sont les autres espaces de l'espace public pour ainsi dire. Si l'on reprend notre carte de l'espace public, la partie concernant le suffrage est facilement compréhensible comme l'espace institutionnel. La rue entre dans la définition de l'espace dit « technique », et on verra qu'il est en relation avec tous les autres. Quant aux espaces militant et personnel, ce sont deux déclinaisons de l'espace conversationnel, qu'on peut associer, ici, à l'opinion. Suivez le guide !



« Au total, il existe donc trois instances d'expression de la volonté populaire : le suffrage, l'opinion, la rue. Le suffrage a pour lui l'universalité ; l'opinion la permanence ; la « rue » l'intensité »

Jacques Julliard, *La reine du monde*, 2008, page 40

Côté cour, le suffrage

Si l'organisation matérielle et humaine d'un scrutin est conséquente, ce procédé a l'avantage de produire un résultat très lisible. Qu'il s'agisse d'élection ou de référendum, il réussit à réduire le positionnement d'une nation entière en une donnée chiffrée comme un pourcentage, ou bien en une réponse binaire: oui ou non. Cette qualité du scrutin est gage d'unanimité dans la vérification des résultats, mais comme le fait remarquer Julliard la concision qui fait sa force à première vue, devient une faiblesse au moment où il s'agit de l'interpréter.

« Le suffrage est une procédure officielle, inscrite dans la Constitution. Il est censé être le moyen exclusif d'exprimer la souveraineté. Avantage : il est clair, quantifiable, incontestable. Inconvénient : ses réponses sont vagues, monosyllabiques, donc prétextes aux interprétations les plus contradictoires »

Jacques Julliard, *La reine du monde*, 2008, page 96

En effet toute la tâche du gouvernement est d'interpréter la volonté du peuple pour proposer des arbitrages de la loi. Mais les réponses d'un peuple qui s'exprime dans le suffrage ne sont pas suffisantes pour rendre évidents les choix et les orientations d'un régime qui se veut représentatif. Historiquement, c'est dans le rôle des institutions parlementaires et les

partis que se joue le travail d'énonciation de l'opinion publique. Ce travail ré-énonciatif sera sanctionné par l'opinion, c'est-à-dire qu'il sera évalué par peuple, a posteriori, et le plus souvent par voie de presse. En dernier recours, il pourra être sanctionné par la rue.

À ce propos il est intéressant de se tourner à nouveau vers le travail de Georges Burdeau qui, en 1952, nous livre une lecture très éclairante de la philosophie qui entoure l'expression du peuple dans les précédents régimes républicains²⁷: ni le suffrage ni les représentants élus n'exprime la volonté générale avec le projet de donner au gouvernement un cahier des charges ou des ambitions politiques, mais seulement avec le projet de circonscrire l'ambition politique dans un cadre où les droits et les libertés ne sont pas menacés.

« la loi est un instrument confié aux gouvernés pour défendre leurs droits et non pour ériger en règle la soumission à leurs volontés. La loi est une garantie, ce n'est pas encore un procédé pour refaire le monde. »

Georges Burdeau, « démocratie classique ou démocratie vivante », *Revue française de science politique*, 1952, page 658

On a déjà vu avec lui que cet état de fait est sur le point d'évoluer avec l'avènement du peuple dit « réel » qui a justement la prétention de refaire le monde. Pour Burdeau c'est le signe que le dispositif actuel a besoin d'être repensé pour s'adapter à ce qu'il voit comme « la poussée inéluctable de la démocratie ». Nous sommes en 1952 et c'est précisément ce qui se produira six ans plus tard avec l'instauration de la Ve République française qui sera dirigée²⁸ par Michel Debré. Mais pas dans le sens qu'envisageait Georges Burdeau.

27. il commente ici la IIIe et la IVe République française
28. son instauration, pas la République française



↑ Michel Debré et la V^e Constitution, 1958, AFP

« Si vous me permettez une image empruntée à l'architecture, je dirais qu'à ce régime parlementaire neuf il faut une clef de voûte. Cette clef de voûte, c'est le président de la République. »

Michel Debré, Discours devant le Conseil d'État, 27 août 1958

Ce nouveau régime démocratique où le titulaire de la souveraineté n'est plus le représentant de la volonté générale mais le chef de l'exécutif marque un renversement complet de perspective par rapport à la vision fondatrice des démocraties modernes comme le souligne Pierre Rosanvallon dans *Le bon gouvernement*. Nous nous retrouvons donc, aujourd'hui, dans une situation où, d'une part, il y a eu un glissement dans le rôle politique que se donne le peuple qui a maintenant des prétentions à gouverner; et d'autre part, il y a eu un glissement de la capacité à représenter la volonté du peuple dans le régime politique, dont les instances représentatives ont connu une diminution de la fonction de représentation. Rosanvallon ne voit pas ce glissement comme une « maladie nationale » dont il faudrait guérir. Dans *Le bon gouvernement* il en fait même le point de départ d'une nouvelle réflexion sur les opportunités démocratiques que ça pourrait engendrer.

L'hypothèse de Rosanvallon c'est que ces changements se prêtent au développement de ce qu'il appelle une « démocratie d'exercice ». Celle-ci attribue un rôle actif et continu aux citoyens, ils sont investis de la responsabilité d'exercer un contrôle continu des organes gouvernants. La figure du président n'y est pas remise en question, mais dans ce nouveau dispositif elle retrouve sa qualité d'exécutant. Selon l'auteur elle donne un visage à la machine gouvernementale qui se contentait jusqu'à présent de broyer sourdement ses sujets à l'ombre d'une façade complexe de secrétariats, de ministères, de commissions et de chambres parlementaires.

La tête de l'exécutif, parce qu'elle se raconte comme le sommet, endosse toute la responsabilité de la gouvernamentalité de la base et engage un rapport beaucoup plus clair et direct entre gouvernant et gouvernés.

« Cette présidentialisation se présente ainsi aux yeux des citoyens comme le vecteur d'une possible réappropriation sensible du politique »

Pierre Rosanvallon, *Le bon gouvernement*, Points, 2018, page 157

Étonnamment, mon expérience dans le mouvement des Gilets Jaunes me pousse à observer qu'il n'est pas philosophiquement opposé à ce retournement de perspectives.

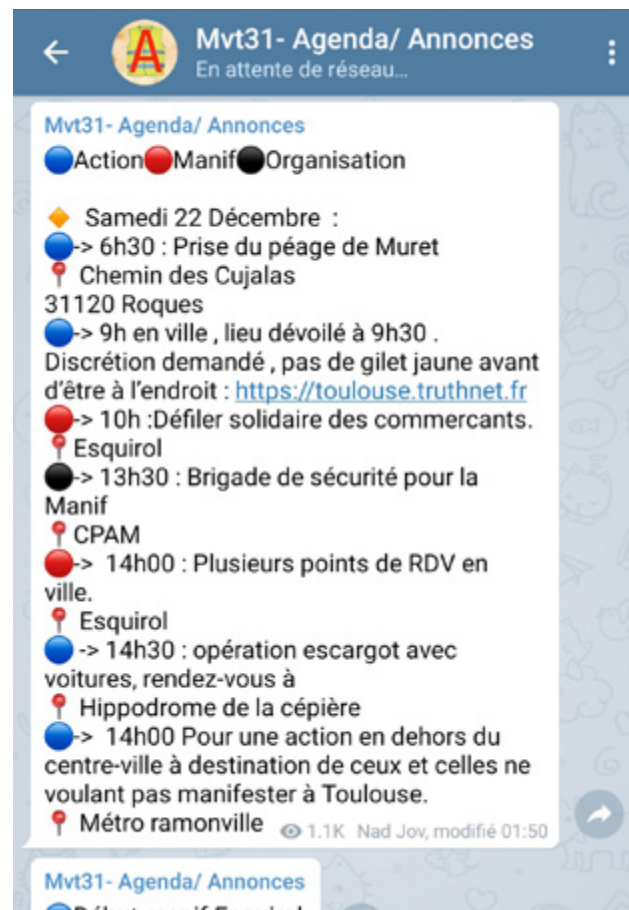
Arrêtons-nous sur un mouvement

Pour comprendre cette observation il va falloir faire le récit du mouvement tel que je l'ai vécu et observé depuis le 17 novembre 2018. Attention toutefois, ce qui va suivre s'appuie sur plusieurs mois d'une observation participante qui s'est limitée au secteur de Toulouse. J'ai participé à plusieurs actes de manifestation, suivi les échanges sur les groupes Facebook nationaux et régionaux, intégré les réseaux sociaux plus restreints comme Telegram et des mailing-list²⁹, assisté et participé à l'organisation et de certaines assemblées générales, qui, tout cumulé, m'a donnée une vision d'ensemble et en profondeur du mouvement tel qu'il s'organise ici. Mais de part son caractère protéiforme, il serait malhonnête de circonscrire des tendances, même de fond, qui soient proprement générales aux Gilets Jaunes. Par ailleurs, ce travail de définition est activement mené au sein du mouvement mais aucune ne

29. la mailing-list est une adresse mail qui permet à tous ceux qui y sont abonnés, d'envoyer et de recevoir des emails qui seront reçus par l'ensemble des comptes abonnés. Ce système correspond à une conversation de groupe sur WhatsApp mais elle s'inscrit mieux dans les usages numériques des Gilets Jaunes. On trouve aussi des conversations WhatsApp mais jusqu'à présent, à Toulouse, elles ont été plus minoritaires

fait consensus: Le Référendum d'Initiative Citoyenne souffre en réalité de beaucoup de réserves, la question de la non-violence du mouvement n'est pas tranchée, on observe même des formes durables de délégation de pouvoir avec l'exemple de François Boulo à Rouen. En ce qui concerne la région toulousaine, les Gilets Jaunes y sont reconnus comme particulièrement organisés. Ils préparent quasiment deux assemblées générales par mois, des commissions coordonnent toutes les actions de la semaine, les actes du samedi sont rigoureusement mis-en-scène et tout une infrastructure numérique s'est mise en place pour soutenir le tout. Mais place au récit.

↓ Agenda des actions Gilets Jaunes de la région Toulousaine, via Telegram, 2018



Les Gilets Jaunes de toute la France se sont retrouvés le 17 novembre sur les ronds-points et de cette rencontre est né un mouvement chargé d'une énergie folle et une volonté d'agir collectivement. Très vite se sont mis en place des actes: des temps de représentation pour s'adresser au gouvernement et faire entendre sa voix. Mais dans un second temps, face au besoin de s'organiser, nous avons vu naître dans la région toulousaine (et dans plusieurs autres endroits en France) une assemblée de citoyens, puis tout un éventail d'initiatives pour faire fonctionner les Gilets Jaunes entre eux dans la région.

Le 17 novembre, une foule de personnes qui ne s'étaient jamais rencontrés se sont reconnus non pas dans une identité commune mais au contraire dans le sentiment commun de la négation de leur identité. Unis sous le symbole du Gilet Jaune, ils ont commencé à former des collectifs, des publics, des foules, des assemblées. Et pour durer, le mouvement a commencé à explorer des formes variées d'organisation démocratique que nous allons développer tout de suite.

↓ Place du Capitole, Toulouse, samedi 29 décembre 2018

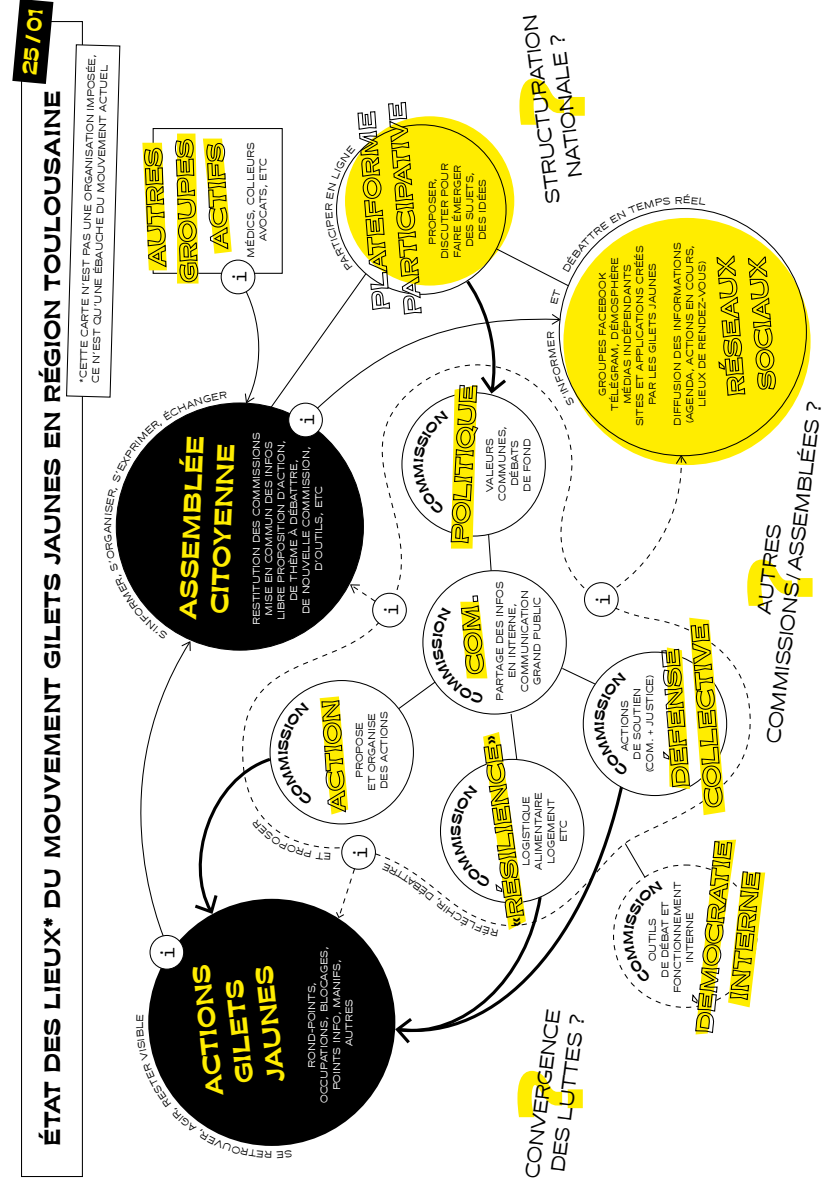


Des rond-points qui sont devenus les zones à défendre, les lieux-totems qui concentrent tous les espoirs et qui irriguent la motivation des membres (présents ou non). Ils sont l'incarnation physique des valeurs portées par les Gilets Jaunes. Ce sont aussi des lieux d'action et de communication avec le reste des toulousains.

Des réseaux sociaux où s'échangent publiquement les infos, les messages d'espoir et les coups de gueule. Ces espaces numériques sont les places de marché virtuelles du village « Gilets Jaunes Toulouse », où s'organise et se supervise l'action, et une fenêtre sur les autres villages Gilet Jaune de la France et de l'international où se met en place un partage d'expérience et de reconnaissance mutuelle.

Une assemblée générale où s'exerce une forme de démocratie sans représentant. Ce moment démocratique n'est pas un moment de décision collective mais il est important car il apporte une dimension démocratique chère aux Gilets Jaunes, un moment de pratique politique hors des actes et des autres des temps de représentation. Les Assemblées sont le laboratoire de la vie politique du mouvement. Elles sont le reflet d'une volonté de redéfinition de la citoyenneté, autrement dit de la place et du rôle des citoyens sur l'échiquier politique.

Des commissions qui sont des groupes de travail éclatés, sans pouvoir de décision, sans mandat, et qui garantissent une organisation sociale sans représentants. L'intérêt des commissions consiste à protéger le mouvement de l'entropie, c'est-à-dire de la fuite d'énergie: dans un trop gros collectif, les membres passent plus de temps à s'occuper du fonctionnement interne que du projet autour duquel s'est réuni le collectif. En s'éclatant ainsi, le mouvement peut continuer à avancer dans sa réflexion et ses actions sans voir l'énergie de ses membres s'évanouir.



Esquisse d'une démocratie jaune

Mais voilà, ce qu'il est intéressant de remarquer c'est que l'assemblée générale n'a en réalité pas pour but de représenter le mouvement, même à l'échelle locale. Pour preuve, un appel national a été lancé par des Gilets Jaunes de Commercy dans la Meuse, qui invitait toutes les assemblées et tous les ronds-points à se réunir pour organiser à une assemblée des assemblées. La délégation Toulousaine qui s'y est rendue est venue au titre d'observatrice et n'a pas pris part aux votes. De la même façon, la commission « communication » ne produit pas de communiqué officiel, elle coordonne simplement les actions de communication qui émergent des personnes actives dans le mouvement. Une commission « démocratie interne » existe mais n'a qu'une vocation consultative sur les principes de fonctionnement que les organisateurs des assemblées générales³⁰ sont libres d'adopter ou de décliner.

Pour faire court, on peut observer à la fois un refus de gouverner: personne ne prend de décision pour le groupe; et un refus de représenter, dont la radicalité se retrouve dans l'utilisation de l'article indéfini « des » pour désigner le mouvement: « les Gilets Jaunes » n'existent pas, il y a seulement « des Gilets Jaunes », « des Gilets Jaunes » qui font, « des Gilets Jaunes » qui pensent que...

Alors on peut se demander si le rapport à la hiérarchie n'est pas conservé. Et en effet tous les samedi des Gilets Jaunes adressent leur revendication à leur président, et s'il est question de sa démission, il n'est pas pour autant question de sa destitution. De même, le référendum d'initiative citoyenne n'est pas un mode de gouvernement démocratique à proprement parler car c'est toujours à la présidence de mettre en application les volontés du scrutin. Si

30. L'organisation des assemblées relève du volontariat et pour l'instant il n'est pas arrivé qu'une équipe organise plusieurs assemblées consécutives

c'est bien le cas, nous pourrions commencer à nous demander comment peuvent se marier les instances démocratiques d'un mouvement comme les Gilets Jaunes avec la démocratie d'exercice qu'imagine Rosanvallon. L'auteur en trace les premiers contours :

« Une démocratie ayant le souci de développer la qualité de son fonctionnement pourrait s'organiser autour de trois pôles : un conseil du fonctionnement démocratique, gardien des principes juridiquement formalisables de la démocratie d'exercice (l'intégrité des gouvernants et la transparence des actions et des institutions au premier chef); des commissions publiques chargées de l'évaluation de la qualité démocratique de la détermination des politiques publiques et des pratiques des structures administratives, ainsi que l'organisation du débat public autour des champs traités; des organisations de vigilance citoyenne spécialisées dans la surveillance des gouvernants (en matière de réactivité, d'exercice des responsabilités ou de critique de la parole politique, par exemple) et menant un travail d'implication, le formation et d'information des citoyens. Ces trois types d'organisation formeraient des piliers d'une démocratie d'exercice »

Pierre Rosanvallon, *Le bon gouvernement*, Points, 2018, page 385

Ainsi, en lieu et place des organisations de vigilance qui sont le creuset de la citoyenneté active, en lui donnant les conditions de son exercice (formation, information, implication), on peut identifier le rôle que tiennent déjà les commissions. Il s'agit déjà de réunir les conditions d'action des membres sans en devenir le giron: ces moments collectifs procèdent d'une mise

en capacité des participants à l'inverse d'un parti, par exemple, qui est plutôt le vecteur d'une assimilation dans laquelle l'encarté est dissous dans un tout³¹

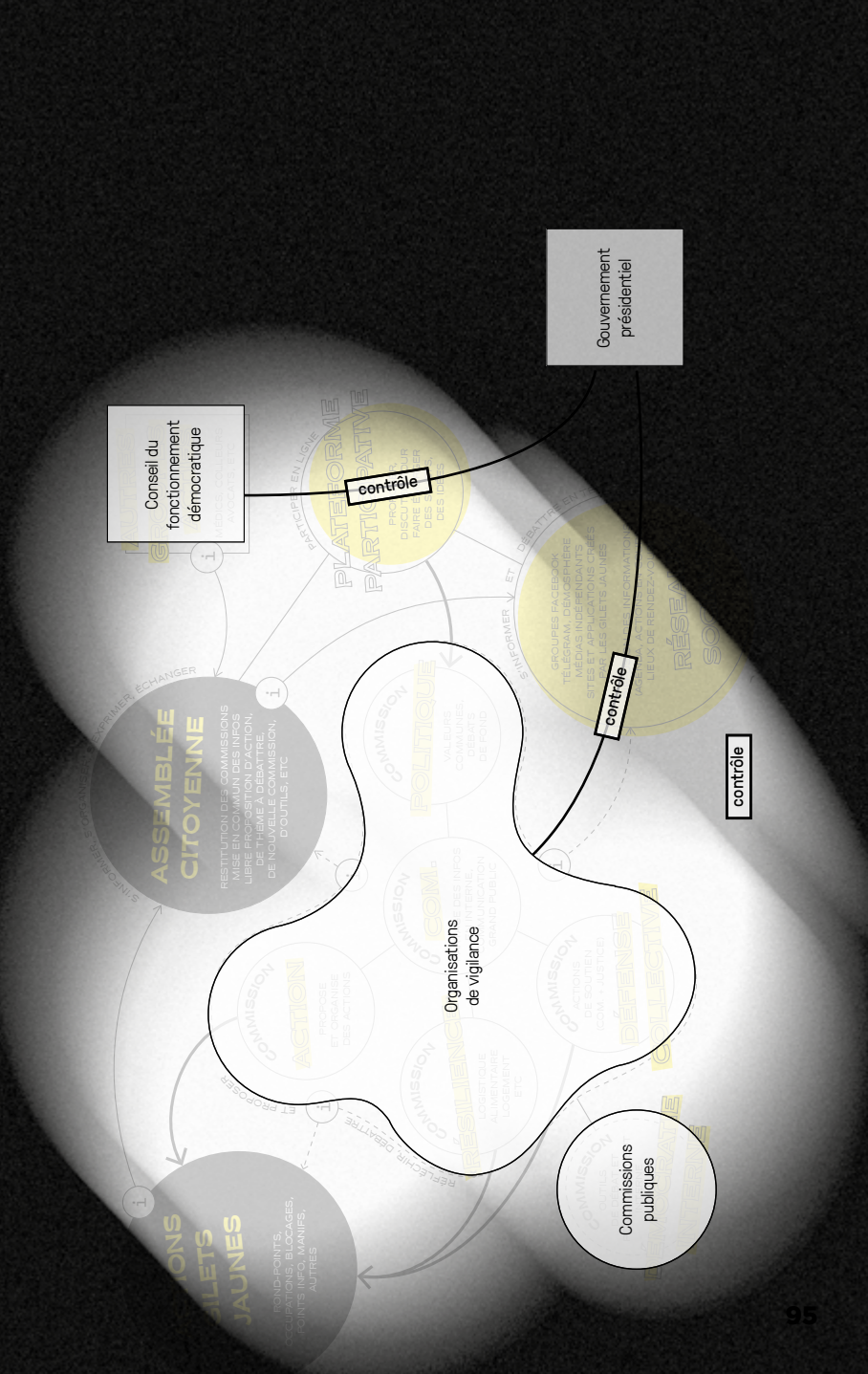
La commission « démocratie interne » quant à elle, apparaît toute désignée pour s'incarner dans les commissions publiques dont la seule vocation est de rendre un jugement sur la qualité démocratique. Elle a déjà cette particularité d'être à l'interface entre toutes les autres commission, et c'est la seule dont l'objet est interne (l'audit des pratiques démocratiques) plutôt qu'externe (l'assistance dans la mise en actes du mouvement et dans sa représentation).

Pour tenir le rôle du Conseil du fonctionnement démocratique, là où il s'agit de faire autorité en tant qu'expert, il est plus difficile de trouver un prétendant. Comme on l'a dit, dans leur fonctionnement, les organisations sociales des Gilets Jaunes se soustraient de toute forme de « faire-autorité ». Il me semble qu'il faut chercher ailleurs, un allié qui du mouvement qui ferait figure d'autorité. Je pense à l'Observatoire des débats qui s'est formé autour de « l'urgence démocratique » que cristallise la crise des Gilets Jaunes. Il s'agit d'un groupement d'experts (par leurs compétences ou leur expérience) et d'acteurs engagés dans la question démocratique (y compris des Gilets Jaunes) qui s'est constitué sous l'impulsion du GIS Participation et démocratie³² et qui s'est donné l'objectif de contrôler le respect des principes démocratiques des propositions de sortie de crise du Gouvernement, à savoir la préparation d'un Grand Débat National.

En tant qu'experts scientifiques, ils ont la légitimité nécessaire pour incarner un conseil des sages dans la configuration que propose Pierre Rosanvallon.

31. à ce sujet, voir le travail de Simone Weil en notamment Note sur la suppression générale des partis politiques en 1940

32. Un groupement d'intérêt scientifique, c'est-à-dire un réseau de chercheurs, dont le sujet d'étude tourne autour des questions de démocratie



« On s'en fout de vos opinions »

Cet exercice nous a permis de désamorcer une partie du rapport de force qui se joue actuellement entre gouvernant et gouvernés. Nous avons essayé de voir comment il était possible de concilier les aspirations politiques du peuple et l'état actuel du dispositif démocratique. Il est apparu qu'une refonte démocratique sans perdre la figure présidentielle sur laquelle repose l'imaginaire démocratique est envisageable. En effet, bien que nous ayons adopté le point de vue des Gilets Jaunes tout au long de cette recherche, ce serait une erreur de considérer que la perspective d'une démocratie directe, très présente dans le débat public mais finalement trop peu définie, fait consensus dans notre société. La perspective d'une démocratie jaune permet par contre, je l'espère, de pacifier les tensions entre les deux forces (gouvernant-gouvernés) en présence autour de la table.



Vertige

@Vertige_

Pas trop envie de me réconcilier avec un mec qui fait référence à lui-même et ses potes en s'appelant « le sommet ».

Signé la base.

Emmanuel Macron @EmmanuelMacron
Les Français veulent qu'on les écoute et qu'on les considère. Cette réconciliation entre la base et le sommet, c'est le cœur de la tâche qui m'attend pour les prochains mois.

10:02 · 16 nov. 18 · Twitter for iPhone

20K Retweets 26,1K J'aime

Cette réconciliation est en réalité un préalable important pour engager la prochaine étape de notre raisonnement, à savoir la question du projet de société qui est posée par Bruno Latour dans son passage au Grand entretien du 18 janvier 2019³³.

« Personne ne sait en ce moment en France, pas plus au gouvernement que sur les ronds-points, comment on arrive à transformer la société française pour s'adapter à la perte de territoires dûe à la crise climatique. »

Bruno Latour au Grand entretien de France Inter, 18 janvier 2019

Ce que Bruno Latour nous demande d'accepter, c'est une situation d'ignorance qui touche aussi bien le peuple que le Gouvernement. Accepter ça ne doit donc pas être compris comme une façon de céder dans le rapport de force, mais de s'en extraire. Cette ignorance est liée à la volée en éclat de la fiction d'une volonté, un système de valeur, qui est général, partagé par tous. La crise d'existence que nous traversons est liée selon le philosophe à une déconnexion des personnes à leur condition de subsistance. Les systèmes dans lesquels nous évoluons, à l'instar du régime politique, nous apparaissent soit trop complexes soit trop opaques pour les comprendre et donc pour en saisir les enjeux techniques, politiques, écologiques, les enjeux de société.

Dans son essai, *Où atterrir*³⁴, il développe l'idée selon laquelle le projet de société qui nous animait jusqu'à présent n'est plus valable, et principalement du point de vue de sa soutenabilité. Autrement dit la planète sur laquelle nous vivons et les ressources qu'elle nous met à disposition ne nous offrent pas les moyens de nos ambitions et il faut donc revoir nos ambitions, reformuler un projet de société soutenable.

33. Un extrait choisi de l'entretien est disponible en annexe

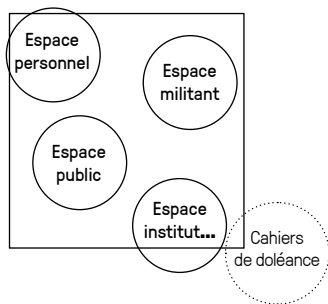
34. Bruno Latour, *Où atterrir ?* 2017

Or, nous ne sommes plus en mesure d'évaluer nos conditions de subsistance. Alors, la question n'est donc pas de dessiner une opinion publique mais dans un premier temps de faire un travail de description de nos territoires de vie. Et c'est à cette situation d'ignorance que les cahiers de doléance répondent.

« le modèle à suivre, c'est bizarre d'insister là-dessus mais, c'est d'accepter la situation d'ignorance qui était celle, il y a deux siècles, des cahiers de doléance, et de dire aux gens : « ce n'est pas vos opinions, on s'en fout de vos opinions », [...] mais discutez, décrivez de quoi vous dépendez, qu'est ce qu'il vous manque ? Quelle est la source de votre colère ? Et discutez-la de façon à ce qu'on ait, à la fin, la description précise d'une situation, qui évidemment maintenant est plus compliquée à décrire qu'autrefois, ça c'est vrai, mais c'est précisément parce qu'elle est plus difficile à décrire qu'il faut commencer. »

Bruno Latour au Grand entretien de France Inter, 18 janvier 2019

↳ A priori, les cahiers de doléance sortent du cadre de l'espace public



L'exercice du cahier de doléance vise à découvrir le quartier à travers les yeux et les habitudes des gens de son quartier. C'est un exercice d'introspection en 3 étapes : 1. décrire vos conditions de vie, 2. déceler ce qui vous bloque ou vous limite (personnellement et politiquement), et enfin 3. nommer les changements dont vous avez besoin (personnels ou politiques). Savoir mettre des mots sur ces changements est une étape utile de la réflexion politique individuelle, et mettre en commun ces doléances dans un cahier, c'est une forme de partage avec ceux qui fréquentent les mêmes lieux ou le même quartier que vous, et une forme de reconnexion avec ce qui se trouve près de chez vous.



Pour commencer, prenez le soin de noter votre nom ou un pseudonyme : toute la feuille vous est dédiée, chacun écrit sur sa propre feuille, à la suite.



Attention, écrire sa vie est une activité qui demande une certaine patience, en particulier celle de répondre aux questions dans l'ordre et avec sincérité. n'hésitez pas à feuilleter les réponses des autres pour vous inspirer !



Il ne s'agit pas d'émettre de jugement sur les contributions des autres, il est donc inutile d'annoter ou de dégrader ce qui a déjà été écrit.

Votre nom :

1. Comment vivez-vous ?

Faites la liste des habitudes et des lieux qui font partie de votre quotidien, ce qui vous permet de : vous déplacer, gagner de l'argent, faire vos achats, des sorties, travailler, manger, dormir, vous soigner, vous détendre, vous faire rire, voir vos ami.e.s, votre famille, vos enfants, vos amoureux, offrir des cadeaux, discuter, fêter quelque chose, faire de l'art, des projets, vous sentir heureux.

A large area of dotted lines for writing the response to the question '1. Comment vivez-vous ?'.

2. Que subissez-vous ?

À partir des réponses à la première question, essayez de trouver ce qui parasite ou complique vos habitudes. Faites la liste des freins qui entourent votre quotidien (et dont vous ne vous rendez peut-être même plus compte). Par exemple, vous devez faire un grand détour pour faire un achat précis, vous avez arrêté une activité qui vous tenait à cœur pour une raison particulière, ou encore certaines tâches sont devenues beaucoup plus longues qu'auparavant.

.....

3. Que voulez-vous ?

À la manière d'un programme politique, faites la liste des choses qui vous manquent ou que vous voulez voir changer par rapport aux deux questions précédentes. Qu'est-ce qui vous permettrait de vivre mieux ? Vos propositions peuvent être des changements individuels ou politiques.

.....

Proposition : Le cahier de doléance

Le cahier de doléance tel que je l'ai mis en forme, est un cahier dans lequel tous les contributeurs viennent rédiger leurs doléances. Mais le cahier n'est pas un simple livre blanc, c'est un exercice d'introspection en trois étapes: décrire ses conditions de vie, déceler ce qui nous bloque ou nous limite (personnellement et politiquement), et enfin à partir de ces deux données, nommer les changements dont on a besoin (personnels ou politiques). Savoir mettre des mots sur ces changements est une étape utile de la réflexion politique individuelle, et en mettant en commun ces doléances, le cahier pourrait permettre de faire émerger une conscience collective. Il s'organise logiquement en trois questions qui réinterprètent celles qui ont été initialement proposées par le sociologue Bruno Latour et qui visent à produire une réflexion politique orientée sur la question du milieu de vie.

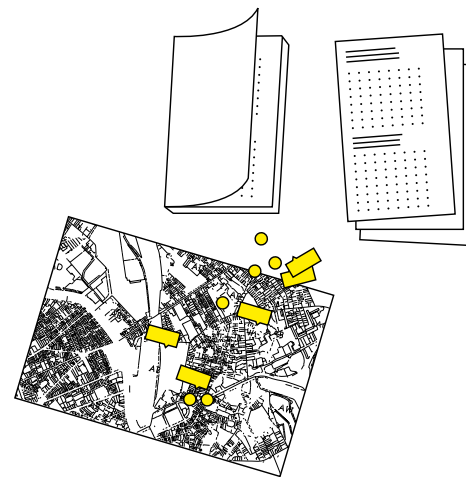
L'objet a été pensé pour être installé dans ce que le sociologue anglais appelle « Third Place », un tiers-lieu au sens de lieu de convivialité. Par exemple un café qui peut regrouper des publics sociologiques variées mais qui à priori, sont tous liés par un attachement au lieu, à l'établissement. C'est sur ce lien que s'appuie le cahier pour tisser une conscience politique collective au sein de la clientèle qui se sera prêtée au jeu. La notion de tiers-lieu est importante ici car comme nous l'avions étudié dans *Où décider ?*, les tiers-lieux sont déjà le prétexte d'une discussion autour de nos représentations sociales, ils sont « le vecteur d'un récit commun³⁵ ». Il me paraissait évident que les cahiers devaient être partagés pour faire se rencontrer les réalités de chacun. On sait que c'est susceptible d'être lu, donc l'engagement est plus marqué au moment de la rédaction.

35. cf. Manuel Vazquez, *Où décider, les nouveaux lieux de la démocratie*, 2018, page 54



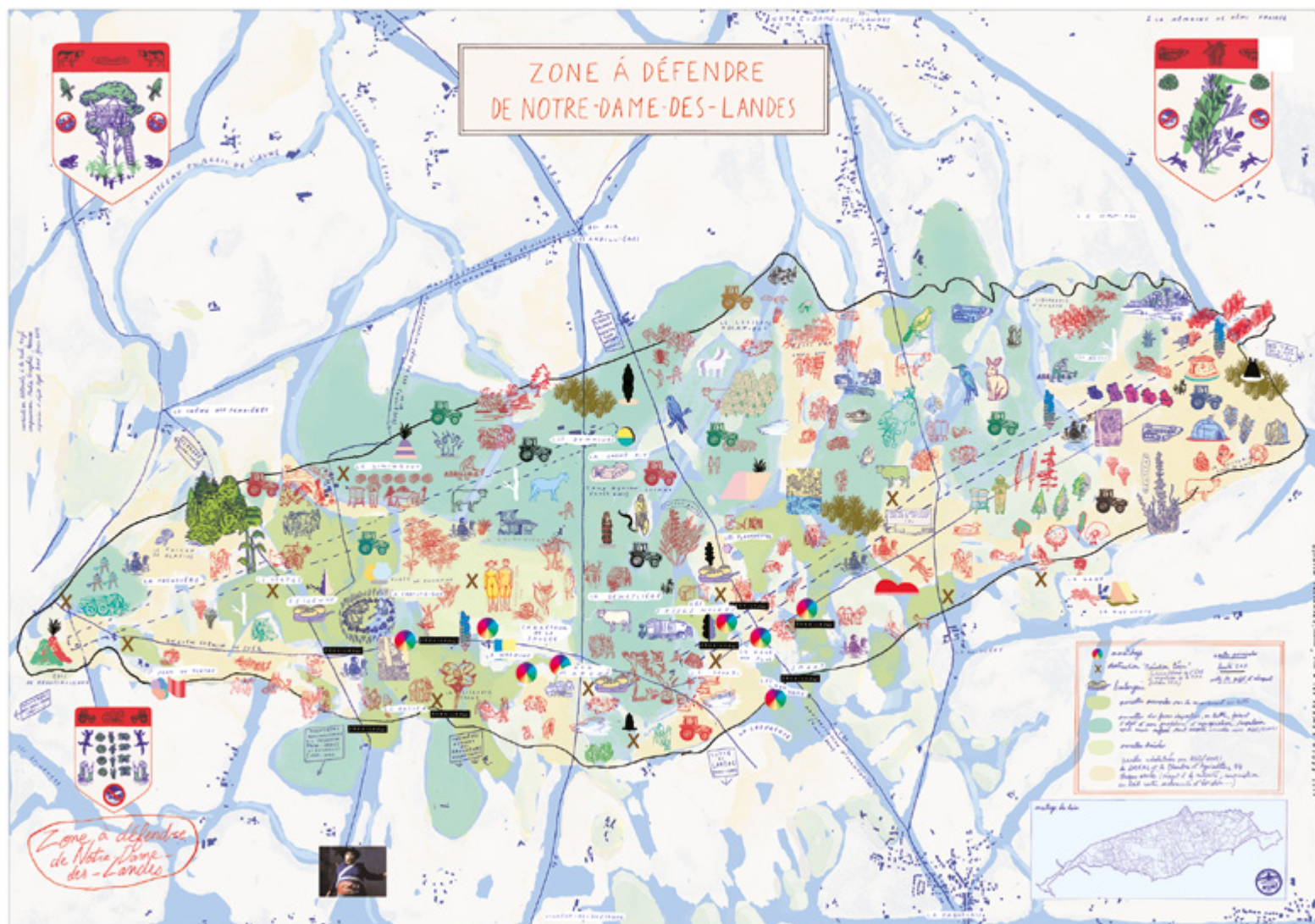
Pour ne pas tomber dans les travers laborieux du formulaire, les questions sont ouvertes, formulées comme des invitations, et l'espace de réponse s'inspire des journaux intimes, plus particulièrement du bullet journal dont les trames de points ouvrent plus de possibilité créative que la rigueur des lignes.

Dès les premières tentatives, plusieurs problèmes se sont manifestés. D'abord, le cahier ne peut pas rester sur le comptoir où il essuie les accidents et finit par servir de sous-verre. Mais il n'est pas non plus pertinent de le retrouver au fond de la bibliothèque de l'établissement, il faut imaginer un système d'accrochage mural qui lui permettra d'être visible et pourquoi pas d'attirer la curiosité, tout en restant facilement empruntable. La deuxième chose c'est que dans la perspective d'un atelier d'écriture, il n'est pas possible à plusieurs personnes d'écrire simultanément. C'est intéressant dans la mesure où la rédaction relève de l'introspection mais ça devient une limite au moment d'un atelier. La solution va être de préparer des fiches à remplir séparément, mais qui sont adaptées au format du cahier pour être facilement ajoutées. Par contre, je n'ai pas jugé pertinent de choisir un système de classeur qui ouvrirait pas possibilité de retirer sa contribution à tout moment. Or il me semble que l'enjeu de ce cahier c'est de ne pas laisser ce choix au contributeur pour conserver une forme forte d'engagement. En ce qui concerne les ateliers, il seront le prétexte d'associer le cahier à une carte des alentours à remplir collectivement à l'issue des questions spatiales, et donc renforcer le rapport sensible avec les lieux qui composent nos modes d'existences. Cette mise en commun sera aussi l'occasion de réactualiser nos habitudes notre perception du territoire.

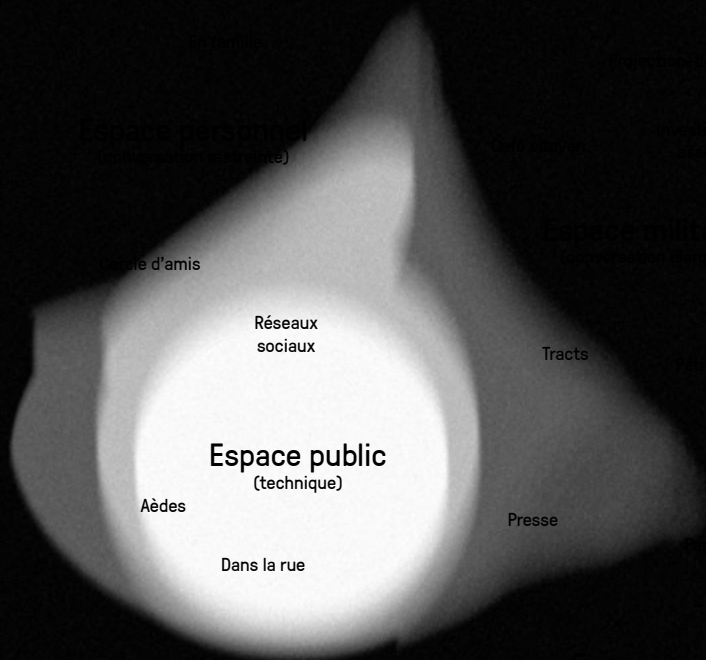


➤ Kit d'atelier : un cahier de doléance, des fiches et une carte géante à remplir

La question du cahier de doléance est intéressante car elle suppose de dépasser celle de l'opinion publique. Faire la description de son milieu de vie c'est bien autre chose qu'exprimer sa volonté ou dessiner l'opinion publique, ça n'engage pas nécessairement l'espace public, par contre ça s'impose comme une étape préliminaire à tout le reste. Nous étions partis de l'hypothèse que la figure du citoyen a été détruite par les dispositifs d'une démocratie de désubjectivation et nous cherchons un moyen de la reconstruire. À cet effet le cahier de doléance répond pour partie à cette ambition. Mais il est lui-même dépendant d'une autre condition qui est celle de la pacification des rapports gouvernant-gouvernés. Les deux problèmes s'entrecroisent et il est difficile d'explorer l'un sans devoir explorer l'autre.



» Carte de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, Formes Vives et Faucompre, 2016



V. Dénuement

Avec les cahiers de doléance nous avons été amenés à dépasser le cadre de notre réflexion, mais cette escapade ne clôture pas nécessairement ce travail de recherche. Il s'agit maintenant de poursuivre notre voyage au cœur de l'espace public en gardant à l'esprit cette crise d'existence et en restant à l'affût des opportunités d'intervention du design. Pour revenir à notre sujet nous allons donc retrouver Jacques Julliard et terminer notre visite guidée sur le dernier endroit de l'expression du peuple, à savoir la rue.

Dernière escale, la rue

Jacques Julliard revient sur plusieurs moments de la vie politique qui ont fait événement avec l'irruption de la rue, c'est-à-dire des mouvements sociaux, dans la fabrication de la loi comme en 1984 où les mouvements sociaux ont mis fin à la loi Savary sur l'école libre, ou encore en 2006 où Jacques Chirac promulgue la loi du CPE dans un climat de mobilisation générale en promettant de ne pas l'appliquer¹. Pour Julliard c'est le signe que la loi ne fait plus loi, sa légitimité est définitivement entamée par l'expression de la rue et la retrogradation du gouvernement. Le contrat social est-il pour autant rompu ? L'auteur voit plutôt ça comme l'apparition d'une double ratification.

« La loi ne fait plus loi en France. Pour être applicable, elle a désormais besoin d'une double ratification : celle du parlement, celle de la rue. Mais si l'on sait bien ce qu'est l'élection, on hésite davantage à définir les dimen-

1. une loi promulguée ne prend pas effet directement, il faut d'abord définir ses paramètres d'application, la façon dont elle va s'appliquer dans la société. Sans travail d'application, une loi reste lettre morte

sions et les prérogatives de « la rue ». Et l'on peut lui faire dire à peu près n'importe quoi. »

Jacques Julliard, *La reine du monde*, 2008, page 35

Avec les Gilets Jaunes et après les considérations de Georges Burdeau sur l'avènement du peuple réel, on pourrait considérer que la rue est le lieu d'expression d'un peuple qui ne trouve pas satisfaction dans l'exercice de représentation par le Parlement et qui s'est octroyé une nouvelle forme de pouvoir politique pour faire pression sur lui. On pourrait considérer qu'il en a toujours été ainsi, que la rue a toujours été le lieu de l'affrontement entre un peuple et son gouvernement.

En effet c'est le lieu où se cristallisent les passions collectives, quelles soient de l'ordre de la colère (contestations), de la fierté (parades militantes ou militaires), du deuil (commémorations) ou de la liesse (victoires sportives ou électorales). Mais ces exemples relèvent d'autre chose, il faut, pour s'en convaincre, revenir sur la distinction que fait Gabriel Tarde entre le public et la foule : le premier s'est construit à distance, par le biais d'un médium comme le journal. Chacun de ses membres bénéficie d'un recul sur les flux d'idées qui traversent le groupe, il a le temps de recevoir et de s'interroger sur ce qu'il lit, de comprendre, de faire preuve de raisonnement. Tandis que la foule (et les études comme celles de Gustave Le Bon le montrent bien², est beaucoup moins adaptée pour réfléchir. Une foule est dans un rapport sensible, corporel, au lieu où elle s'est formée. Le temps perçu est court, les réflexes sont plus sollicités que la raison. La rue et la foule ne sont pas favorables au raisonnement à moins d'adopter des règles d'organisation capables de chasser les passions et d'aboutir à un comportement d'assemblée. Il est intéressant de noter qu'à certains égards, les comportements en ligne peuvent s'apparenter à ceux d'une foule et non d'un public.

2. cf. Gustave Le Bon, *L'Âge des foules*, 1981

« Les « mouvements sociaux » comme instrument de régulation sociale nous renvoient au pur rapport de force, et sont de ce fait incapables de produire une légitimité. »

Jacques Julliard, *La reine du monde*, 2008, page 89

Pour toutes ces raisons, les événements liés à la rue ont tendance à susciter la méfiance comme c'est le cas chez Gabriel Tarde. Pour autant, la rue ne peut pas être défaite d'une certaine légitimité puisque c'est le lieu historique de la Révolution française et de beaucoup de victoires politiques et militaires. Et on pourrait considérer que sa légitimité l'est d'autant plus lorsque le recours à la rue n'est pas à visée insurrectionnelle et ne connaît pas une fin sanglante. Comme on peut le voir avec les marches du 8 mars pour les droits des femmes ou celles pour le climat, investir la rue peut être l'occasion de créer l'événement autour des luttes de fond dont la temporalité déborde celle des programmes politiques. On peut citer aussi, l'apparition des mouvements récents dits « d'occupation des places », comme Occupy Wall Street à New York, Nuit Debout en France ou Los Indignados en Espagne, dans lesquels ne se joue pas seulement une contestation politique mais la reproduction d'une microsociété à l'échelle de la place. Des microsociétés où se met en place un laboratoire démocratique et dans lesquelles s'expérimentent d'autres mécaniques avec l'organisation d'assemblées, de commissions, voire de scrutins, qui peuvent donner lieu à la généralisation d'innovations démocratiques³.

Néanmoins nous sommes forcés de constater que ni les réponses institutionnelles pour l'avancée

3. cette réalité est à prendre avec réserve. Dans les faits il y a eu la création du parti Podemos qui portait l'ambition de transformer la mobilisation locale des indignés à l'échelle nationale en intégrant le parlement espagnol, mais ça n'a engendré aucune évolution significative. À Barcelone c'est la liste Barcelona en comú qui a remporté les élections municipales, elle a mis en place une plateforme de participation démocratique en ligne, mais cette liste n'est pas directement liée à une occupation des places.

des droits des femmes, je pense à l'action du secrétariat général de l'égalité en les femmes et les hommes, ni les réponses politiques à la crise écologique ne semblent significatives d'une prise en compte ou bien d'une prise de conscience des mouvements sociaux par les instances du pouvoir. En 2017, on entendait le Président Emmanuel Macron affirmer que la démocratie n'est pas dans la rue⁴.

La rue, en tant qu'espace de pression et d'expression du peuple sur ses élus ne remplit manifestement pas son rôle. Et on peut pousser l'analyse plus loin que ça.

Torpeur sur la ville

Pour adopter un point de vue plus large, on ne parlera plus de la rue mais de la ville. La ville est un haut-lieu de l'espace public. Depuis Henri Lefebvre⁵, elle est comprise comme le lieu de projection de toutes les représentations sociales mais aussi comme une autre victime des procédés de désubjectivation contemporains.

En effet, aujourd'hui, il est difficile de dire que la ville reflète les publics qui l'habitent. L'espace de la ville fait l'objet d'une guerre de l'information, ou plus exactement d'une guerre de l'attention qui se joue sur tous les espaces d'affichage (et bientôt au sol) entre les annonceurs publicitaires. La compétition publicitaire, associé aux autres dynamiques capitalistes, va commencer à transformer la structure même de la ville. Par exemple, des espaces de vie vont se déplacer en périphérie et devenir des temples de la consommation où l'essayiste Naomi Klein observe en 2001 que l'espace public a laissé la place à la réclame.

4. lors d'une prise de parole sur CNN en septembre 2017 « I do believe in democracy. And democracy is not in the street »

5. L'œuvre du philosophe Henri Lefebvre a beaucoup influencé la perception contemporaine de la ville et de ses fonctions. Le livre le plus marquant de sa carrière sera *Le droit à la ville* en 1968

« La prolifération des « places » quasi publiques dans les centres commerciaux et les super-magasins a engendré un nombre croissant d'espaces où seuls les messages publicitaires sont autorisés. »

Naomi Klein, *No Logo*, Actes Sud, 1999, page 423



Invasion Los Angeles, John Carpenter, 1988

Synopsis : John Nada parcourt les routes à la recherche d'un emploi comme ouvrier sur les chantiers. Embauché à Los Angeles, il fait la connaissance de Frank Armitage qui lui propose de venir loger dans son bidonville. John va y découvrir une paire de lunettes de soleil hors du commun : elles permettent de voir le monde tel qu'il est réellement, à savoir gouverné par des extraterrestres ayant l'apparence d'humains et maintenant ces derniers dans un état apathique au moyen d'une propagande subliminale omniprésente. Après avoir tué à l'arme à feu quelques extra-terrestres, il s'efforce de convaincre Frank de la réalité de cette invasion. Tous deux entrent ensuite en contact avec un groupe de rebelles organisés et décidés à éradiquer les envahisseurs.

L'analyse de Naomi Klein sur la conquête de la ville par les annonceurs aura l'effet d'une bombe lors de sa publication. Dans son livre elle constate à quel point la ville est devenue la promotrice d'un certain projet de société qui s'impose insidieusement dans l'imaginaire des habitants. En effet les individus et leur milieu sont interdépendants, ça signifie que l'un se transforme au contact de l'autre et réciproquement. Ici, la ville est en train de produire une population néolibérale, mais Naomi Klein fait état d'une dépossession de moyen, quand il s'agit pour la population de produire la ville.

Dans la dernière partie de son livre, elle s'attachera à faire l'état des lieux des forces qui résistent à l'hégémonie de la réclame. Parmi les acteurs de la « résistance culturelle », celles et ceux qui font vivre l'expression politique dans la ville, elle recueille le témoignage de Stasko.

« [Stasko] explique que le processus qui consiste à produire son propre média, à adopter la voix du promoteur et à taillader la surface de la culture publicitaire a commencé à affaiblir les effets qu'avait sur elle la publicité. « J'ai réalisé que le pouvais utiliser les outils des médias pour promouvoir des idées. Ça m'a rendu les médias moins blessants, parce que j'ai vu à quel point c'était facile ». »

Naomi Klein, No Logo, Actes Sud, 1999, page 434

Il est donc entendu que reprendre possession de l'espace public, c'est à dire de son expression politique, passe par la réappropriation des surfaces de la ville. Où et comment le design peut-il intervenir pour rendre les citoyens producteurs de leur ville ? Cette question fait l'objet des 6 cahiers de l'ouvrage collectif Civic City, Notes pour le design d'une ville sociale⁶. Ce qu'on peut en retenir c'est que le design est d'abord l'agent de cette dépossession, que ce sont les designers qui ont participé de la transformation néolibérale de la ville et qu'il s'agit maintenant de se reconnecter, dans un rapport conscient, aux enjeux politiques de la discipline.

Through the City of TOMORROW
Without a STOP
 —predicts
NORMAN BEL GEDDES

"All vehicles will be routed through the cities of 1960 on thoroughfares specifically designed to carry traffic moving at several established speeds," says Mr. Geddes, authorily on future trends.

"A network of 30-mile-an-hour Express-Highways in the city will handle all traffic going ten blocks or more, creating a continuous flow of cars, uninterrupted by stoplights, intersections or pedestrians.

"The Local Streets elevated sidewalks will carry pedestrian traffic above streets ... building entrances and shop windows will be on a secondary level. Trucks will be loaded, now parked to open space beneath buildings. Thus the entire width of streets —from building line to building-line—will be clear for motor traffic ..."

**..but TODAY,
 4 miles in 5 are
 Stop and Go**

YOU can drive up to ten miles on the amount of gasoline wasted by your 30 daily stops—the nation-wide average!

The costliest kind of driving you do, both in time and money, is stop and go.

While traffic authorities are planning "the City of Tomorrow," Shell engineers have developed a fuel, Super-Shell, to meet today's driving problem TODAY.

Automotive engineers refer to Super-Shell as "motor-digestible," so quickly and completely is its energy changed into power ... at ALL motor speeds.

You'll cut the cost of your stop-and-go driving by the regular use of Super-Shell Gasoline. There's a Shell dealer in your neighborhood.

SHELL **SUPER-SHELL**

↑ Shell Oil City of Tomorrow, Norman Bel Geddes, 1937
 Norman Bel Geddes, pionnier du design industriel, a imaginé une ville modèle pour une campagne publicitaire de Shell Oil en 1937. Le prototype est à la base du projet Futurama qui sera présenté lors de l'Exposition Universelle de New York en 1939

6. Civic City, Notes pour le design d'une ville sociale, dir. Jesko Fezer et Matthias Görlich, Éditions B42, 2017

« Afin de reconsidérer et de réarticuler la question de l'éthique du design, de sa « responsabilité dans la société », il conviendrait donc de transformer le manque d'intention et d'expressivité du design et l'absence d'auteur dans le sens traditionnel et subjectiviste du terme en atouts pour une politique de conception qui ne perd pas son temps à vendre ses bonnes intentions et ses positions critiques. »

Tom Holert, « L'agentivité partagée, la potentialité du design », Civic City, Éditions B42, 2017, page 135

L'intervention du design est donc pertinente si elle relève d'une contre-intervention, ou d'un rétro-design pour employer les termes du blogueur et journaliste Hubert Guillaud⁷. Mais surtout si le designer intervient en allié. Puisque notre sujet s'y prête, il serait intéressant de croiser ce que dit Tom Holert avec ce que propose l'activiste Saul Alinsky dans son « manuel pragmatique pour radicaux réalistes »⁸. Il y énonce cinq étapes à observer si l'on veut participer à l'émancipation des communautés et des catégories sociales opprimées : 1. S'intégrer et observer, 2. faire émerger collectivement des problèmes, 3. commencer par une victoire facile, 4. organiser et intensifier les luttes, et 5. se rendre inutile et partir. Nous sommes déjà très proche de la démarche classique d'un projet de design, la vraie nouveauté réside dans le dernier point : se rendre inutile. Cette idée est à l'antithèse d'une relation de commande, où nous avons plutôt intérêt à tendre vers une forme de fidélité, voire de dépendance, mais la tension qu'elle fait émerger designer-agent et designer-allié ouvre la voie à une longue et intéressante réflexion sur la philosophie du design que je vous propose de ne pas emprunter pour continuer à travailler sur les enjeux d'une ville sociale.

7. cf. Hubert Guillaud, « Pour un rétro-design de l'attention », Internetactu.fr, 2017

8. Saul Alinsky, Rules for Radicals, Random House, 1971

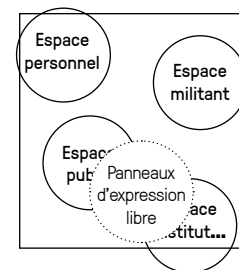
« Les rues sont des espaces publics, prétendent les casseurs de pub, et puisque la plupart des résidents ne peuvent se permettre d'entraver les messages des grandes sociétés en achetant leur propres annonces, ils devraient avoir le droit de répondre à des images qu'ils n'ont jamais demandé de voir. »

Naomi Klein, No Logo, Actes Sud, 1999, page 423

Une légitimité au placard

Ici, à Toulouse, l'association Un Mur dans le Réel s'est engagée depuis trois ans dans un rapport de force avec la publicité commerciale. Elle a ouvert un site web dans lequel tous les habitants sont invités à envoyer des messages qui seront imprimées en grand format et collés dans l'espace public. Son fondateur, Julien Médina Delmotte, s'est appuyé sur la législation pour revendiquer légalement l'affichage des opinions et des messages associatifs sur les panneaux dits « d'expression libre ». Ainsi, depuis 2016, l'expression des citoyens a commencé à fleurir un peu partout dans la ville et sur les réseaux sociaux où des photos des panneaux sont relayées.

Quel projet politique reflètent ces panneaux ?



➤ Ces panneaux sont à la croisée de l'espace institutionnel et de la rue

Il semblerait que, dans un repli de la machine démocratique contemporaine, se cache le vestige d'une reconnaissance de la rue comme le lieu d'une expression légitime et encadrée de l'opinion publique. Les panneaux sont de ce fait au croisement de l'espace institutionnel et de l'espace public de la ville. Pour pouvoir travailler sur la question du placard publicitaire j'ai proposé à Un Mur dans le Réel de les rejoindre pendant quelques semaines dans le cadre d'un stage. Ce fut l'occasion de participer en tant que designer à l'amélioration des outils et de la communication de l'association. Nous avons notamment organisé une assemblée générale dans laquelle l'association a pu exposer sa philosophie et ses motivations, j'ai proposé de mettre en place un agenda géant dans lequel toutes les associations ont pu renseigner leurs événements. Il faut savoir que la communication des événements est un enjeu majeur pour le milieu associatif car c'est là que se joue la circulation des idées et des initiatives alternatives : rendre visible les événements de la sphère associative toulousaine participe à étendre l'espace militant, c'est à dire l'espace de la conversation politique.

↓ Interface de mise en page de l'agenda des associations adhérentes

L'AGENDA DES ASSOS PARTENAIRES UMDR

AVRIL	ajouter une date	ajouter un mois	retour de mois	retour le mois
16	16h30 Salle des fêtes Mondavezan	« L aime L » Tohu-Bohu (1hMère à partir de 5 ans)		retour cette date copier
20-27	Sur inscription Contacter l'association	Passer le BAF Association ARDEVIN		retour cette date copier
20	19h45 Maison des Asso 3, pl Gay Hersant	Conférence sur l'expérimentation animale Mouvement pour la cause animale		retour cette date copier
23	19h à 22h 17 rue de Nemusat	Soutien au Coll. des Résident·es de l'Arsenal DAL 31		retour cette date copier
24	15h à 17h Métro Capitole	Vegan bake sale Mouvement pour la cause animale		retour cette date copier
25	21h Hangar Cégière	Pièce de théâtre « Week-end » Les Morpholous		retour cette date copier
26	19h à 23h L'itinéraire bis	Alternati'bar/ANV#6 : la permaculture Alternatiba Toulouse		retour cette date copier
MAI	ajouter une date	ajouter un mois	retour de mois	retour le mois
1-4	10h à 00h 1 impasse du Barrier des Catalans	Bazar au Bazacle Bazar au Bazacle, Alternatiba, DAL 31, 40h agriculture...		retour cette date copier
2	16h30 à 20h 7 bd Maratroux	Café Bricol aux Chalets Toulouse en transition		retour cette date copier

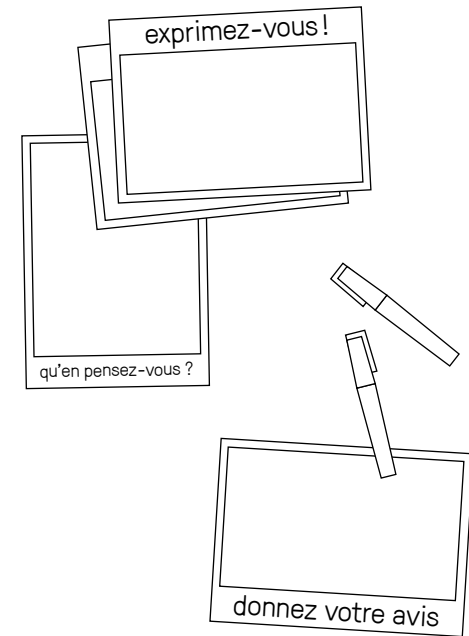
L'idée pour Un Mur Dans le Réel c'est de se positionner comme une plateforme de publicité pour le réseau d'associations qui tourne gravite autour d'elle. L'agenda est un très bon point de départ pour mettre en commun tous ces acteurs, c'est-à-dire tisser des liens, mais ça veut dire aussi les associer dans un même objet : l'agenda des associations. Pour faciliter le travail des bénévoles nous avons travaillé ensemble sur un outil de conception automatique. L'enjeu pour moi était de proposer une forme dont les bénévoles peuvent s'emparer dans le respect des exigences de mise en page et de hiérarchie de l'information. Il fallait aussi que cette opération soit possible sans moi et sans avoir besoin d'une formation en design graphique. J'ai donc opté pour un outil qui s'ouvre directement dans le navigateur et qui permet de générer, modifier et exporter son agenda sans nécessiter d'application particulière⁹. Pour rester au plus proche des besoins des bénévoles, l'outil a fait l'objet de plusieurs itérations avant de se stabiliser dans une version qui se limite aux fonctionnalités essentielles.

L'association se sert des réseaux sociaux pour étendre la portée des messages et permettre aux internautes de les commenter, les critiquer, en débattre, bref : faire un usage public de leur raison. J'ai souhaité pousser la réflexion des bénévoles sur la question d'une interactivité qui ne seulement virtuelle. Comment pourrait-on amener les habitants à interagir avec les panneaux ? à partir de cette question j'ai imaginé des « accessoires de collage » qui invitent les passants à s'arrêter pour rédiger un message à même le panneau. Telle quelle, cette proposition n'a pas vraiment pris, mais l'idée a fait son chemin et a trouvé sa une forme dans laquelle s'incarner à l'occasion des manifestations des Gilets Jaunes.

9. j'ai décidé de le coder HTML et CSS, deux langages de structuration web qui sont des standard reconnus par tous les navigateurs. Le choix d'un fichier local permet de l'utiliser sans avoir besoin d'une connexion Internet



← Panneau mobile de manifestation (un porteur de panneau déambule dans la rue et les manifestants sont invités à s'exprimer sur la question affichée)



↑ Accessoires de collage (à coller à côté des messages pour signifier aux passants qu'ils sont invités à y réagir directement sur le panneau)

Dans la même idée, nous avons été invité à participer au carnaval de Toulouse. Notre char est devenu le lieu d'une expérimentation à grande échelle : à l'extérieur, des bénévoles récoltaient les messages des carnavaliers; à l'intérieur du char, une équipe de transcription met en page et imprime les messages au format A5, prêt à être collé. Les carnavaliers avaient alors le plaisir de voir leurs messages affichés directement sur le char. Au total plus de 300 messages ont été collés pendant la parade.

AFFICHAGE D'OPINION

Art. L581-13

A display board filled with numerous small, colorful cards (stickers) expressing various opinions and messages. The cards are arranged in a grid-like pattern and feature a variety of text, including:

- UNION, ACTION, AUTOGESTION!
- LAISSEZ-NOUS BUTNER, ARRÊTEZ DE TOUT COUPER.
- PLUS DE JARDIN POUR TOULOUSE
- JE VEUX PAYER L'ISF!
- MERCI POUR TOUT (VOUS ÊTES ADORABLES, C'EST MA-GAR FI-QUE)
- C'EST BEAU LE CARNAVAL
- MAINTEN DE L'ORDRE PUBLIC, OU DE L'ORDRE ÉTABLI ??
- AUX ARBRES CITOYENS!
- BES... (VITE?)
- TU US OUIS? - VISE TU NOU ANER? A D'ARRÊTER LE PAUPER ET / DU COLLEP F... COLLEP F...
- AIMEZ LES HUMAINS! (SAUF LES CONS)
- L'AMOUR THOUANS
- VIVA LA LIBERATION!
- FREE EDUCATION WOULD VIVE PEASAS #VIVONSLEL'OC F BIGHYTOU
- LÉCHONS NOUS LES UNS LES AUTRES
- CE QUE TU VEUX POULETTE, VACHE MOI
- UMDR - PARCE QUE NOS VIES NE SONT PAS VIRTUELLES
- BALCON JARDIN, BORDI DE PIANTE, PLANTER DES FIANRES, C'EST LE MOMENT!
- VIVE L'AMOUR VIVE TOULOUSE :3
- CONTINUEZ COMME CA CARNAVAL, C'EST CA LE VRAI
- VIVE LE CARNAVAL VIVE LE PRINTEMPS!
- SEUL ON VA PLUS VITE, ENSEMBLE ON VA PLUS LOIN
- AIMEZ VIVEZ SOUIREZ ET HABITEZ DES BARRIQUES
- JE ME MELANGE LES PINCEAUX...
- MACRON VA LAVER MON SLIP !!
- MON AMOUR, JE TE CHERCHE PARTOUT KISS
- MERCI MARIE DE TOULOUSE POUR CE MERVEILLEUX CARNAVAL 2019!
- JE SORS PAS LA
- LIBERTÉ !! entre les fibres
- SA KA WOLLE entre les cuisses
- BIGUP RESPECT
- ROMAIN CHAT DES BARRICADES TU ES MON CHOUCHOU!
- C'EST DUR LE DIMANCHE... PAS D'INSPIRATION!
- LOVE VIVA L'OLIMPE MAROCCO ALGERIA :3 #PLUS JE T'AIME PLUS
- PETS ET VIVE LE CASSOLET!
- I :3 TOULOUSE
- QUE TOUS LES DIMANCHES SOIENT CARNAVAL COOL !!
- LE CAPITALISME EST UN FLEAU... C'EST QUOI L'ANTIDOTE...?
- VIVE LE CARNAVAL UN PEU (???) CETTE ANNEE
- LE PAPILLON AU COEUR VOUS SOUHAITE UN BON CARNAVAL
- C'EST TRES BEAU MAGNIFIQUE
- BRAVO POUR LE SPECTACLE
- QUE 2019 APORTE AMOUR A TOUS LES TOULOUSAINS
- BRAVO POUR CARNAVAL
- AAAAAAAH-HH LA VIE DE D'UN VIEUX
- MERCI POUR TOUT
- C'EST UN MEC QUI RENTRE DANS UN CAFE... ET PLOUF!
- FIN DU MONDE FIN DU MOIS MEME COMBAT
- VIVE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION
- UN MESSAGE COURS, ALORS VOLE!
- VIVE LA PAIX L'AMOUR ET PAS 'A GUERRE
- LACHE-TA PAROLE! BEAUX PETS
- FAS DE JUSTE PAS DE PAIX
- THIS IS VERY NICE MUS-C
- LÉCHEZ MOI TRANQUILLE!
- LOTS OF LOVE FROM IRELAND
- MERCI AUX PEUPLES PAIX ET AMOUR SUR VOUS PET ET AMOUR BERNARD
- J'AIME LE JAMBON ET LE SAUCISSON
- VIVE LE CARNAVAL DE TOULOUSE
- AMOUR ET LUMIERE
- TON MEC A TRAVERSE LA RUE !!
- SUPER CARNAVAL 2019 TOULOUSE
- AMOUR :3
- I LOVE YOU ALL :3
- JE T'AIME
- PLANTEZ DES ARBRES NO T'RE! NO HAPPY
- BOUUUH!
- MARS DES GILETS JAUNE
- HAPPY SUNDAY YOU BEAUTIFUL HUMANS!
- PLUS DE JARDIN POUR TOULOUSE A BAS LES INEGALITES SOCIALES ZONAR
- REVENDIQUER LE DROIT DE SE TROMPER
- ES UN PASADA DE FIESTA # ROXANE
- NO ES LA REALIDAD QUE E' DURA NOSOTROS SOMOS BILANDOS
- SON LE CHANGEMENT QUE TU VEUX VOIR DANS LE MONDE (D'ITALIE)
- LA VIE EST BELLE
- BRAVODO ET SURTOUT JE RIEN POUR TOUS EN JAUNE OU PAS!
- BIEN JOUE!
- C'EST SUPER DE NICOLE VIVA MEXICO!
- RAPHAËL, ON AIME LA MUSIQUE ET LES BONBONS
- LOVE AND SMILE ALWAYS
- JE SUIS VENUS DE L'ARREE POUR LE VOIR EXCELLENT
- VIVE LA BRIGADE DE LA BANANE REBELLE
- LOVE IT
- TRAVAILLE CONSUME ET VA FAIRE CACA
- RIEZ PALVRES POU!
- LA REUNION VOUS SOUTIEN NOUS YEM ZOT TOUTE
- ON AIME LE GIGA SALE MERCI CARNAVAL
- LES LICORNES SONT LES BEST
- VIVE LE CARNAVAL
- POUR VIVRE I'EUREUX VIVRE ROSE
- JOUEUX CARNAVAL 2019
- COUCOU D'AMOUR ENBEAUCOUP D'ACTES
- JE VOUS AIME CAR VOUS ETES BEAUX
- I LOVE YOU
- PLEIN DE BONHEUR A TOUS SONIA
- MORT AUX CONS! MALRICE
- JE VOUS AIME
- LA VIE NE VAUT D'ÊTRE VECU SANS AMOUR ET AVEC DIEU I ANAIS
- JE VEUX MANGER (DE LA PAR DE HENRI ET ALEX)
- BONNE FETE DE CARNAVAL A LA CREIUSE
- VIVE LE CARNAVAL LA RE
- Y'A UNE LICORNE DANS TOULOUSE !!
- ACCROCHEZ DES AILES A VOS REVES!
- 06.52.04.09.88
- LA POLITIQUE INOUIVABLE N'EST PAS LEGITIME AUX YEUX DE L'AMOUR LICORNE
- SOVEZ HEUREUX 100 CAGNE ARA-FU
- VO MACO
- GRATITUDE ET AMOUR SONT TOUS QUE T'AIME / ESTELLE
- VIVE LES CHATONS! et NOS WOLVES
- CARNAVAL TOUS LES DIMANCHES! ELODE
- JE PARLE
- AMOUR PAS DE VIOLENCE
- JE CROIS AUX ANGES
- AMOUR ET PAIX
- IN TARTIFLETTE WE TRUST / BEN
- I LOVE TADORE, CE QUE VOUS FAITES! DE-85

Les panneaux d'expression libre représentent donc la forme larvaire d'une légitimité de la rue que nous avons tenté de faire réapparaître. L'acte d'écrire sur un panneau n'est pas vécu de la même façon que celui de publier sur les réseaux sociaux. Les panneaux proposent un rapport beaucoup plus sensible à l'expression d'opinion : une fois collé, notre message a une existence physique. Un statut ou un commentaire en ligne ont aussi une existence physique mais celle-ci est hors de portée cognitive, on parle de quelques octets stockés à des milliers de kilomètres, ça n'a pas le même sens que des lettres de 30cm de haut devant lesquelles on passe potentiellement tous les jours.

Cette impression de réalité invite l'émetteur à réfléchir à son message avant de l'afficher. C'est déjà une forme de ré-énonciation, et on peut alors entendre dans les panneaux l'expression l'idée d'un signal qui rend intelligible le bruit de la rue. Les panneaux d'expression libre font la traduction entre la rue et une extension de l'espace public dans laquelle les discours gagnent leur légitimité.

Pour aller plus loin on pourrait rapprocher, par certains aspects, les panneaux d'expression libre et les cahiers de doléance. Pourquoi ? Car Il y a dans les cahiers de doléance une dimension communautaire que je trouve très intéressante à développer autour des panneaux. L'idée qu'un public peut se former autour d'un panneau comme il se formerait autour d'un cahier de doléance est séduisante. On a vu avec les Gilets Jaunes l'importance d'avoir un rapport au territoire et comment les rond-points ont permis de faire émerger d'une conscience collective puissance. Ce tissage relationnel s'est fait à la fois dans une dimension locale, sensible, et dans la connexion à distance des toutes ces localités. La force des Gilets Jaunes réside peut-être dans ce double tissage, et si c'est le cas, alors il faut chercher une articulation entre des liens de proximité et des hyper-liens.

Cette idée pourrait se réaliser si on cherche à affecter les habitants aux panneaux qu'ils cotoient. En faisant du panneau le réseau social de quartier. Mais on peut difficilement résonner en terme de quartier car la relation à un panneau dépend davantage de nos trajets quotidiens. Par exemple, le panneau d'affichage le plus proche de chez moi se trouve au niveau de la bouche de métro, or, tous mes trajets se font en vélo et évitent cette station.

Les panneaux d'expression libre n'ont pas fini de susciter ma curiosité de designer, mais mon stage touche à sa fin et il est temps de conclure ce travail de recherche.

Conclusion générale

Que reste-t-il de l'opinion publique ?

L'opinion publique se définit donc comme la manifestation de la souveraineté du peuple et c'est l'espace public qui lui donne les moyens de contrôler (au sens de surveiller) les institutions. La légitimité politique de l'opinion publique dépend des moyens de production employés mais aussi de la philosophie politique en oeuvre, c'est-à-dire de l'idée qu'on se fait de la souveraineté.

En effet, ces instances s'inscrivent dans un dispositif démocratique occupé par le modèle néolibéral, or à l'issue de la réflexion, l'hypothèse initiale selon laquelle les sociétés seraient victimes d'un projet de destruction de la figure du citoyen paraît vraisemblable et met par ailleurs en lumière une certaine agentivité du design.

Aujourd'hui, dans les sociétés contemporaines, les individus ont disparu des espaces publics.

Sur la scène médiatique comme sur Internet, les régimes d'opinion ne produisent que des spectres abstraits du peuple. Le philosophe Yves Citton emploie le terme de « dividu » pour nommer les sujets produits par ces dispositifs : des « êtres » numériques constamment décomposés, recomposés, composites, dépourvus d'incarnation humaine¹. De même, l'espace institutionnel s'est refermé sur la figure du président-roi et la rue n'est plus « disponible » à ses habitants.

Que peut faire le design ?

A minima, il s'agit de faire exister d'autres réalités politiques en s'employant à les rendre publiques.

1. Yves Citton. « Espace public neuronal et dégagements attentionnels », Espace public et reconstruction du politique, Presses des Mines, 2015, pp.203-219

Ce qui suppose de faire vivre le dissensus en ouvrant des espaces de conversation publique pour les publics invisibles. À ce titre, on peut voir les rond-points comme une forme de d'occupation politique d'un espace et il est d'ailleurs frappant de voir que les designers ne se sont toujours pas emparé de cette question.

« Les « gilets jaunes » ont choisi ces rond-points, ces non-lieux autour desquels des automobilistes anonymes tournent tous les jours. Ils y ont installé matériel de propagande et baraquements de fortune comme l'avaient fait ces dix dernières années les anonymes rassemblés sur les places publiques. »

Jacques Rancière, AOC cahier #1, 2019, page 160

En effet les rond-points sont des places devenues publiques, des zones à défendre où se joue un enjeu de réappropriation et d'expression du politique. Pourquoi n'y a-t-il aucune implication significative du monde du design ? Selon moi c'est l'indice d'une conscience politique à retrouver.

Il s'agit donc, en tant que designer, d'accompagner l'émergence de ces nouvelles « places publiques » au sens premier du terme.

Là-dessus, la philosophe Joëlle Zask précise qu'on ne parle pas de ces espaces artificiels qui ont pour fonction de glorifier le pouvoir avec des statues et des monuments, mais des lieux où s'expérimente la sociabilité démocratique.

« Autrement dit en ville comme au village, la localisation de la place était motivée par un facteur extrinsèque à la logique volontariste et « artificielle » que nous associons à la faculté de l'art politique. Elle s'organisait à partir d'une variable indépendante, un arbre qui s'était développée en un lieu où il avait pu trouver ses conditions d'existence et dont il devenait ensuite le principe organisateur, le prétexte et la raison d'être en même temps. »

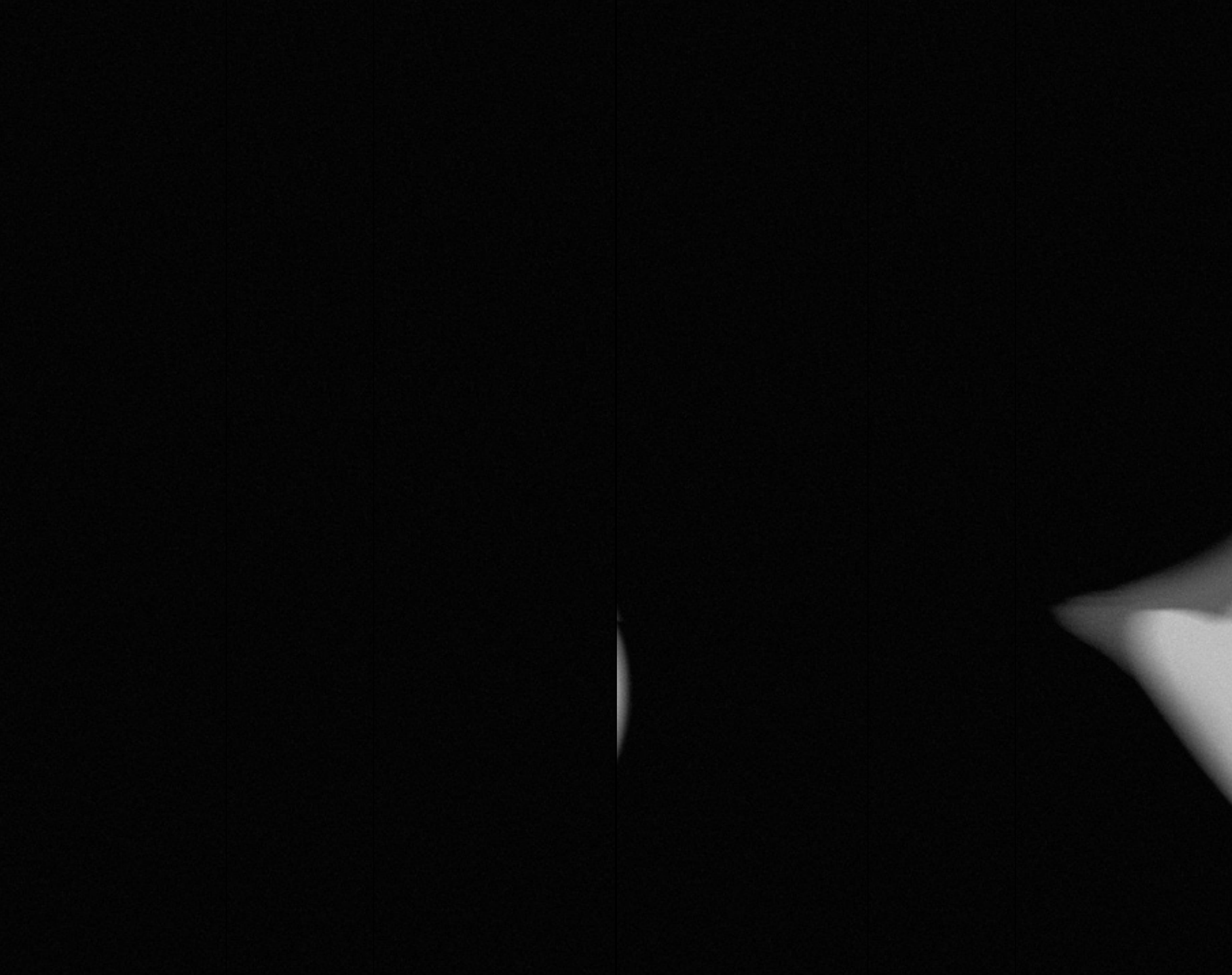
Joëlle Zask, Quand la place devient publique, Éditions Le bord de l'eau, 2018, page 37

Cette compréhension de la place publique nous reconnecte avec la nécessité préliminaire de communiquer (littéralement « mettre en commun ») les raisons de la crise d'existence exprimée par Bruno Latour.

Dans cette perspective-là, la question des cahiers de doléance devient majeure, elle nous renvoie à la conception d'une démocratie comme forme de vie (dont Joëlle Zask attribue la paternité à John Dewey), c'est-à-dire qui s'exerce dans le mode de l'enquête citoyenne et où la souveraineté du peuple s'exprime en continu sur les formes de gouvernement qu'il aura lui-même dessinées.

« Dewey montre en effet que le public n'existe véritablement que comme le résultat de tous les efforts d'enquête et de communication que font des citoyens au sujet des conditions qui les affectent et de leurs préoccupations communes. C'est d'abord au public de se trouver « lui-même ». Passif et dispersé dans un premier temps, il devient actif, et donc citoyen-acteur et pas seulement victime, à partir du moment où il s'organise pour repérer les problèmes qui le font naître, pour identifier leur nature, leur degré de gravité, leur extension, et pour mettre en place des méthodes destinées à les régler, dont le recours au gouvernement est un exemple. Si importante que soit la fonction critique et le contrôle des actions gouvernementales, la fonction d'auto-organisation est prioritaire. »

Joëlle Zask, Quand la place devient publique, Éditions Le bord de l'eau, 2018, page 62



Bibliographie

- Agamben, Giorgio
Qu'est-ce qu'un dispositif ?
Payot-Rivage, 2014
- Badouard, Romain
Le désenchantement de l'internet
FYP, coll. Questions de société, 2017
- Badouard, Romain
«La mise en technologie des projets politiques, une approche "orienté design" de la participation en ligne», *Participations* n°8, 2014
- Burdeau, Georges
«Démocratie classique ou démocratie vivante ?»
Revue française de science politique, 1952
- Cardon, Dominique
La culture numérique
SciencePo Les Presses, 2019
- Citton, Yves
«Espace public neuronal et dégagements attentionnels», *Espace public et reconstruction du politique*
Presses des Mines-Transvalor, 2015
- Déotte, Jean-Louis
«La révolution des appareils », *Lignes* n° 4
2001
- Elizabeth Eisenstein
The Printing Press as an Agent of Change
Cambridge University Press, 1980
- Ferrarese, Estelle
«La critique comme forme de vie démocratique»
Multitudes n°71, 2018 ,page 192
- Holert, Tom
«L'agentivité partagée, la potentialité du design»
Civic City, Éditions B42, 2017
- Julliard, Jacques
La reine du monde
Flammarion, 2008
- Kant, Emmanuel
Qu'est-ce que les Lumières ?
Hatier, 1784
- Kant, Emmanuel
Critique de la raison pure
PUF, 1781
- Klein, Naomi
No Logo
Actes Sud, 1999
- Kotras, Baptiste
La voix du web
Seuil, coll. la république des idées, 2018
- Latour, Bruno
Où Atterrir ?
La découverte, 2017
- Rosanvallon, Pierre
La contre-démocratie, la politique à l'âge de la défiance
Seuil, 2006
- Rosanvallon, Pierre
Le bon gouvernement
Seuil, 2017
- Rousseau, Jean-Jacques
Du Contrat social
Metalibri, (réed.) 2007

→ Tarde, Gabriel
L'opinion et la foule
PUF, 1901

→ Zask, Joëlle
Quand la place devient publique
Le bord de l'eau, 2017

Webliographie

→ Ertzscheid, Olivier
« #GiletsJaunes, de l'algorithme des pauvres gens
à l'internet des familles modestes »
Affordance.info, 2018

→ Guillaud, Hubert
« Pour un rétro-design de l'attention »
Internetactu.fr, 2017

Conférences

→ Bourdieu, Pierre
L'opinion publique n'existe pas, Conférence à Arras, 1972

→ Debré, Michel
Discours devant le Conseil d'État, 27 août 1958

Annexes



Extraits choisis de la conférence « L'opinion publique n'existe pas » par Pierre Bourdieu

Prononcée en janvier 1972 à Arras

Toute enquête d'opinion suppose que tout le monde peut avoir une opinion ; ou, autrement dit, que la production d'une opinion est à la portée de tous. Quitte à heurter un sentiment naïvement démocratique, je contesterai ce premier postulat.

[...]

Sa fonction la plus importante consiste peut-être à imposer l'illusion qu'il existe une opinion publique comme sommation purement additive d'opinions individuelles ; à imposer l'idée qu'il existe quelque chose qui serait comme la moyenne des opinions ou l'opinion moyenne.

[...]

Un des effets les plus pernicioeux de l'enquête d'opinion consiste précisément à mettre les gens en demeure de répondre à des questions qu'ils ne se sont pas posées.

[...]

Je dis simplement que l'opinion publique dans l'acception implicitement admise par ceux qui font des sondages d'opinion ou ceux qui en utilisent les résultats, je dis simplement que cette opinion-là n'existe pas.



Entretien avec Julien Médina Delmotte, de l'association Un Mur Dans le Réel

Le 16 décembre 2018 à Toulouse

Depuis deux ans on colle gratuitement les messages des citoyens et citoyennes qui découvrent les panneaux d'expressions libre, parce qu'on fait un petit peu de communication quand même.

On récolte les messages sur notre site internet, ils sont ensuite mis en page sur l'ordinateur, puis ils sont imprimés et collés dans l'espace public, pris en photo et relayés sur notre page facebook et sur notre site internet; et sur les réseaux sociaux si on avait beaucoup de moyens, si on avait des community managers qui travaillaient à ça, on irait partout où on peut aller pour diffuser de l'espace public réel dans un espace « public » d'internet qui ne connaît pas les mêmes limites à la liberté d'expression que celles qu'on expérimente sur le terrain, sur ces panneaux d'expression libre.

Le but c'est de lier internet et l'espace public avec ces panneaux d'expression qui sont dans toutes les villes de France. Internet permet à l'affichage qui est dans l'espace public d'être plus visible et de se propager aussi.

Si on peut tout dire et qu'on écarte pas les propos qui porteraient atteinte à nos valeurs fondamentales dans une démocratie et dans la volonté de respecter chacun, alors le dialogue devient impossible. Sur Facebook on peut avoir des propos qui sont illégaux, on peut avoir des propos racistes sans être vraiment inquieté alors que dans l'espace public à l'écrit, de tenir des propos racistes c'est un délit.

Dans les messages qu'on a reçu, certains posaient problème avec un petit peu de vulgarité donc est ce que ça avait sa place dans l'espace public écrit en grandes lettres ?

On a adapté nos formats : une demi-feuille A4 pour les personnes physiques. Pour les personnes morales comme les associations à but non-lucratif on n'a pas eu de problèmes. L'association se porte garant de ses propos, le message fait l'objet peut-être d'une réunion où des personnes sont garantes de l'expression de l'association, et le groupe est un garde-fou à une expression qui pourrait avoir l'habitude de se balader dans un cadre qui n'est pas celui de notre affichage d'opinion ou de notre liberté d'expression écrite dans l'espace public.

On a créé un conseil éthique. En gros le conseil d'éthique est consulté s'il y a un problème, un doute avec un message. Il reçoit la liste des messages par mail et il alerte s'il y en a un qui ne peut pas passer par rapport à son contenu et non par rapport à sa di-

mension publique si on décèle quelque part quelque chose qui n'aurait pas le droit d'être écrit. Ensuite tous les messages partent à l'impression, ils sont collés, relayés sur les réseaux sociaux et ensuite, se pose la question, parmi tous ces messages, lesquels peuvent être affichés en grandes lettres.

Sur 2 000 messages reçus on n'a pas reçu un seul message raciste, on n'a pas reçu vraiment de violences, on a reçu un peu de vulgarité comme « Mort à l'Etat vive l'anarchie » qu'on ne va pas afficher dans l'espace public parce que peut-être qu'on nous ferait fermer l'association, en tous cas, nous on veut construire notre projet, après si on peut déborder dans les limites de la liberté d'expression, qu'on se rende compte que finalement nous en tant que citoyens on a le droit de parler et on verra à tester les limites plus tard.

JULIEN

Pour l'instant on veut construire quelque chose qui nous permet de discuter dans la non-violence.

Quand on voit qu'il faut s'habiller en fluo et aller manifester pour être vu, et qu'on commence à nous écouter... Quand on voit que pour manifester notre opposition aux décisions qui sont prises par le gouvernement, pour dire non à des taxes, pour dire non à toutes les décisions politiques avec lesquelles on ne serait pas d'accord, il faut qu'on s'habille en fluo et qu'on aille manifester pour que les médias mettent la caméra sur nous. Là, le message passe.

Donc manifestement on a besoin d'un moyen de s'exprimer politiquement, mais surtout de quelque chose qui soit entendu, réceptionné !



Extrait choisi du « Grand entretien » de Bruno Latour

Le 18 janvier 2019 sur France Inter

Comment un état peut se saisir de cette masse d'informations, qui serait générée par ce que vous venez de dire si chacun discute et voit quels sont ses « intérêts » ? Comment fait-on la synthèse ? Comment avance t-on ? Comment s'en sort-on politiquement ?

BRUNO LATOUR

Premièrement il ne s'agit pas d'en sortir politiquement, il s'agit de commencer le travail. Hors là, ce n'est pas du tout recueillir les opinions des gens, opinions comme on l'a dit tout à l'heure, sont spon-tanées et aussi peu, disons équipées pour décrire la situation. Il ne faut pas justement régresser et ne pas progresser, ce n'est pas un problème de syn-thèse, pour moi c'est un problème de description.

C'est précisément encore une fois la métaphore des cahiers de doléances. Ce n'est pas de dire synthé-tions, qui s'est fait après avec les Etas Généraux etc, c'est sortons justement de la synthèse. Personne ne sait en ce moment en France, pas plus au gouverne-ment que sur les ronds-points, comment on arrive à transformer la société française pour s'adapter à la perte de territoires dûs à la crise climatique.

NICOLAS

Vous dites que c'est positif que personne ne sâche.

BRUNO

Oui parce que c'est un changement de régime, un vrai changement de régime évidemment.

NICOLAS

Mais vous comprenez que ça puisse susciter des inquiétudes aussi.

BRUNO

Mais l'inquiétude est là, les gens sont dans la rue car ils sont inquiets, seulement ils ne savent pas même où taper. On ne sait pas quels sont les amis et quels sont les ennemis. Vous ne pouvez pas savoir quels sont vos intérêts, regardez le brexit encore une fois. Vos intérêts c'est quoi, c'est contre l'Europe ou pour l'Europe ? Et donc le problème, l'extraordinaire problème de description doit être posé, mais dans le cas du brexit comme maintenant, il arrive après. On commence dans l'indignation et la fureur et la recherche des identités et on arrive lentement à s'apercevoir de quoi on dépend. J'avais proposé et je continue à proposer de dire « attendez, ralentissons les questions d'identités et les questions de synthèse et disons : de quoi vous dépendez, quels sont vos amis, quels sont vos ennemis de la politique assez classique. Il faut décrire et pas, je signale un point important des cahiers, c'est qu'ils sont unanimes, ils sont collectifs. C'est absolument le contraire de « Ah mais moi je pense que « et je m'y tiens. Si vous avez 60 millions de français qui disent « moi je pense que et je m'y tient, il n'y a pas de politique. Et ça c'est vrai de l'Etat comme c'est vrai des ronds-points.

NICOLAS

Donc à vous entendre Bruno Latour, le referendum n'est pas l'outil miracle. Le referendum qui est l'une des premières revendications en terme d'importance des gilets jaunes, d'initiative citoyenne sous différentes formes, ça n'est pas du tout l'outil qui permet

de trancher toutes ces controverses, si on regarde le brexit, dites-nous ?

BRUNO

Ah non de toute façon ça n'est pas un outil démocratique, je crois que tout le monde est d'accord.

NICOLAS

Non, non, non, dites nous pourquoi ?

BRUNO

Parce que c'est précisément répondre à une question par oui ou par non alors que ce qu'on demande c'est une description fine et détaillée des appartenances dans lesquelles les gens se trouvent emmêlés.

Dans une situation de crise écologique majeure qui exige la transformation comme on le voit, c'est la grandeur de la crise actuelle sur des sujets qui disent comment on va changer les bagnoles, comment on va changer l'agriculture, comment on va changer l'habillement, toutes les questions matérielles, qui je le signale, n'existaient pas au moment de la révolution française. On n'arrête pas de parler de la révolution française et certains croient que l'on est dans une situation pré-révolutionnaire, c'est complètement idiot. La révolution française pouvait changer complètement l'ordre social sans changer l'ordre matériel. Or là, depuis le début de cette crise, de quoi il est question : « comment on change la voiture ? » qui est la totalité de l'organisation spatiale de la France. Ce sont des questions matérielles. Donc on n'est pas dans une situation révolutionnaire où on dit qu'on va changer l'ordre social, on va chan-

ger

BRUNO

l'ordre matériel ! Et le changement de l'ordre matériel demande une description fine de quoi, comment, est ce que vous allez pouvoir faire. L'exemple encore une fois du brexit est étonnant. Il a fallu deux ans après le début du brexit pour que le ministre chargé de la question s'aperçoive qu'il faille transporter des camions de Calais à Douvres. Et brusquement il dit « Ah mais, je me suis aperçu que l'on dépendait beaucoup des camions de Douvres » .

Il aurait peut-être mieux valu commencer par une description des dépendances, dans lesquelles se trouvaient le brexit, avant d'avoir le référendum : « Est qu'on quitte l'Europe ou pas ? »

NICOLAS

Pourquoi selon vous la crise des gilets jaunes suscite autant de violence ? Violences dans les manifestations, violences policières, violences verbales, violences contre les médias; il y en a de nombreuses formes. Comment l'analysez-vous ?

BRUNO

Je ne suis pas suffisamment politisme pour ajouter quelque chose d'intelligent à ça mais par contre je vois assez bien pourquoi. Si vous n'arrivez pas ni à vous exprimer d'une façon politique et que vous n'arrivez pas à être entendu, on a envie soit de casser du flic soit de donner un coup de matraque, je veux dire c'est quand même assez normal.

BRUNO

La brutalisation de la politique s'explique aussi parce que personne n'est capable de définir ses intérêts. Quand on dit : « Macron démission » ça veut dire quoi ? Il est remplacé par qui ? C'est une chose tellement générale qui est la même partout du Nord de la France, personne n'a ces intérêts là, il n'y a pas de description de ces intérêts et donc forcément on erre et c'est exactement ce qu'il se passe.

On erre des deux côtés, je pense que c'est la première fois en France, dans l'histoire politique de la France, où il ya un gouvernement incapable d'écouter et un peuple incapable de s'exprimer sur des intérêts qui sont des intérêts précis sur lesquels on pourrait commencer, précisément comme on disait autrefois, à s'entendre.

Mais ça c'est vrai du gouvernement comme de ce qu'on disait avant avec pleins de guillemets, du peuple. Et c'est la situation du débat national. Il faut arriver à faire quelque chose de ce débat mais il faut reconnaître qu'il est mal enmanché d'après ce qu'on en réduit les sujets, ce qui ont dit non on va discuter que de ça et ça, et en fait ça devient un espèce de sondage. Parce que maintenant on doit cliquer dans l'intérieur de questions qui sont posées d'avance.

NICOLAS

Ce n'est pas un débat, c'est un sondage selon vous ?

BRUNO

Oui c'est un grand sondage un peu amélioré mais il faut en tirer parti. Peut-être que ça va changer

BRUNO

et le modèle à suivre, c'est bizarre d'insister là-dessus, mais c'est d'accepter la situation d'ignorance qui était celle, il y a deux siècles, des cahiers de doléances, et de dire aux gens : « mais ce n'est pas vos opinions, on s'en fout de vos opinions, de toute façon ce que vous avez à dire ce n'est pas forcément très intéressant, mais discutez, décrivez de quoi vous dépendez, qu'est ce qu'il vous manque ?

Quelle est la source, disons de votre colère en quelque sorte, et discutez-la de façon à ce qu'on ait à la fin la description précise d'une situation, qui évidemment maintenant est plus compliquée à décrire qu'autrefois, ça c'est vrai, mais c'est précisément parce qu'elle est plus difficile à décrire qu'il faut commencer.

NICOLAS

Autrement dit, le débat met la charrue avant les boeufs.

BRUNO

Le débat suppose qu'il y ait déjà des partis en quelque sorte. Il n'y a pas de partis, ils ont tous disparus. Donc pour reconstituer cette description des intérêts et cette description des situations, il faut effectivement demander non pas leur avis aux gens mais de dire : « dans votre village, dans votre rond-point, comment est ce que vous vous débrouillez ?

Mémoire de recherche en design présenté par Manuel Vazquez, sous la direction d'Anthony Masure & Raphaël Betillon en 2019

Je souhaite remercier toute l'équipe pédagogique du Master design transdisciplinaire culture et territoire de l'Université Toulouse Jean-Jaurès ainsi que tous les bénévoles de l'association Un Mur Dans le Réel. Plus particulièrement je souhaite remercier Anthony Masure pour m'avoir suivi et aiguillé dans mon travail, merci à Rachel et Julien pour les bons moments de réflexion et d'action, Merci aux nombreuses et nombreux Gilets Jaunes de la région toulousaine pour leur courage et leur détermination. Un pensée particulière à Apolline Le Gall pour son soutien dès le début et jusqu'à la toute fin de ce mémoire.

Crédits Typographiques

Aa : GT Sectra

Aa : GT Pressura

Aa : Gotham

Le modèle représentatif est mis en question par les événements politiques récents. Ce mémoire se propose d'enquêter sur le rôle de l'opinion publique et de l'espace public depuis l'époque des Lumières et jusqu'à la récente crise des Gilets Jaunes. Dans cette perspective, il analyse les composants institutionnels et non-institutionnels de la démocratie, les mécanismes à l'oeuvre et les effets qu'ils produisent sur la société.

L'opinion publique s'est d'abord incarnée dans l'idée de volonté générale qui présuppose que le peuple n'est pas en mesure de se représenter lui-même ni de définir les modalités de sa gouvernance. Mais on verra aussi que l'expression de l'opinion publique s'inscrit dans une variété de dispositifs techniques qui ne poursuivent pas tous le même projet politique. Ainsi, le projet néolibéral participerait du délitement de la figure du citoyen dans les sociétés modernes.

Le mémoire s'attachera ensuite à réfléchir aux situations où le design peut intervenir : dans les outils du débat en ligne, sur les panneaux d'expression libre ou directement sur les rond-points.